

REPUBLIQUE DU NIGER
FRATERNITE – TRAVAIL – PROGRES



**CONSEIL SUPREME POUR LA
RESTAURATION DE LA DEMOCRATIE**

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ELEVAGE**

**ETUDE DE LA DYNAMIQUE DES CONSOMMATIONS
ALIMENTAIRES AU NIGER ET DES IMPACTS DE LA
HAUSSE DES PRIX DES DENREES ALIMENTAIRES**

Harouna IBRAHIMA, DS/MAG/EL
Bilyamini EKADE, INS

Janvier 2011

Avant- Propos

Ces contributions sur «les Dynamiques de consommation alimentaire en Afrique de l'Ouest » ont été réalisées par les responsables des directions nationales des statistiques agricoles et des instituts nationaux des statistiques du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo, à qui nous adressons nos sincères remerciements. Nous tenons également à remercier «la Fondation Syngenta pour une agriculture durable » et le ReSAKSS pour avoir supporté financièrement cette initiative. Puissent les résultats de cette analyse aider aux prises de décisions pertinentes et appropriées pour le bien être des populations rurales et pour le développement économique et social de la sous-région Ouest-Africaine.

Toutes erreurs d'interprétation ou de fait dans cette contribution n'incombent qu'aux auteurs du présent document.

Table des matières

Liste des tableaux.....	5
Liste des graphiques	6
SIGLES ET ABREVIATIONS	7
Avant propos.....	8
Résumé	9
Description des bases de données utilisées	12
Les limites de l'étude	12
Introduction	14
Chapitre I : Analyse de la structure des dépenses totales	17
I. Analyse de la structure des dépenses totales	18
I.1 Structure des dépenses totales au niveau national.....	18
I.2 Structure des dépenses de consommation totale selon le milieu de résidence.....	19
I.3 Structure des dépenses de consommation totales selon les quintiles de dépenses totales par tête.....	19
I.4 Structure des dépenses totales selon les régions	20
I.5 Structure des dépenses de consommation totales selon les groupes socio- économiques.....	21
I.6 Synthèse	21
Chapitre II : Analyse de la structure des dépenses alimentaires	22
II. Analyse de la structure des dépenses alimentaires	23
II.1 Analyse de la structure des dépenses alimentaires selon le mode d'acquisition (achat ou autoconsommation)	23
II.1.1 Structure des dépenses alimentaires selon le mode d'acquisition au niveau national	23
II.1.2 Structure des dépenses alimentaires selon le mode d'acquisition et par milieu de résidence	24
II.1.3 Structure des dépenses alimentaires selon le mode d'acquisition et par quintiles de dépenses totales par tête	24
II.1.4 Structure des dépenses alimentaires selon le mode d'acquisition par région	25
II.1.5 Synthèse	25
II. 2 Analyse de la structure des dépenses alimentaire par produit ou groupe de produit.....	26
II.2.1 Structure des dépenses alimentaires par produit ou groupe de produit au niveau national.....	26
II.2.2 Structure des dépenses alimentaires par produit ou groupe de produit selon le milieu de résidence	28
II.2.3 Structure des dépenses alimentaires par produit ou groupe de produit selon les quintiles de dépenses totales par tête.....	29
II.2.4 Structure des dépenses alimentaires par produit ou groupe de produit selon la région de résidence.....	30
II.2.5 Structure des dépenses alimentaires par produit ou groupe de produit selon les groupes socio-économiques des chefs des ménages	31
II.2.5 Synthèse	32
II.3 Analyse de la structure des dépenses par produit selon la provenance (locale ou importée).....	33

Chapitre III : Analyse de la propension marginale à consommer des produits alimentaires	34
III. Analyse de la propension marginale à consommer des produits alimentaires.....	35
III.1 Part marginale des différents produits au niveau national	35
III.2 Evolution de la part marginale des différents produits par milieu de résidence	36
III.3 Part marginale des différents produits par quintile de dépenses totales par tête	38
III.4 Synthèse	39
<i>Chapitre IV : Analyse de l'insécurité alimentaire et des inégalités d'accès à l'alimentation</i>	40
IV.1 Inégalités d'accès à l'alimentation (à partir du Gini coefficient).....	41
IV.2 Analyse de l'insécurité alimentaire monétaire.....	43
IV.3 Insécurité alimentaire vue à travers les bilans alimentaires	43
<i>Chapitre V : Analyse de la diversité de la diète</i>	47
V.1 Analyse de la diversité des dépenses alimentaires	48
V.2 Analyse de la diversité de la consommation alimentaire	49
Chapitre VI : Analyse des sources d'approvisionnements des disponibilités alimentaires et de leurs utilisations	54
VI. Analyse de la structure des disponibilités alimentaires et de leurs utilisations	55
VI.2. Evolution du taux de dépendance aux importations	58
VI.3. Evolution de la part de l'alimentation animale dans les disponibilités totales	60
VI.4. Evolution de la part de la transformation dans les disponibilités totales	61
Chapitre VII : Analyse de l'évolution des productions alimentaires et des prix des principales denrées alimentaires depuis la crise de 2007/2008	63
VII.1. Evolution de la production.....	64
VII.2. Evolution des prix des produits alimentaires.....	66
Cas du Mil	69
Cas du Sorgho	69
Cas du Mais	70
Cas du Riz.....	70
Cas du Niébé	71
Interventions publiques suite à la crise des prix des produits alimentaires	66
Actions conduites dans le cadre du Plan de soutien	66
Mesures sur le plan agricole	66
Productions Animales	68
Mesures prises sur le plan fiscal.....	72
Conclusion	73
Bibliographie	74
Annexe.....	75

Liste des tableaux

Tableau 1 : Structure des dépenses totales (en %) par milieu de résidence -----	19
Tableau 2 : Structure des dépenses totales (en %) par quintile de dépenses totales par tête -----	19
Tableau 3 : Structure des dépenses totales (en %) par région de résidence -----	20
Tableau 4 : Structure des dépenses totales (en %) par groupes socioéconomiques -----	21
Tableau 5 : Structure des dépenses alimentaires (en %) selon le mode d'acquisition par milieu de résidence -----	24
Tableau 6 : Structure des dépenses alimentaires (en %) selon le mode d'acquisition par quintile -----	25
Tableau 7 : Structure des dépenses alimentaires (en %) selon le mode d'acquisition par région -----	25
Tableau 8 : Structure des dépenses alimentaires par produit et par milieu de résidence ----	28
Tableau 9 : Structure des dépenses alimentaires par produit et par quintile de dépense totale par tête -----	29
Tableau 10 : Structure des dépenses alimentaires par produit et par région -----	30
Tableau 11 : Structure des dépenses alimentaires par produit et par groupe socioéconomique du chef de ménage -----	31
Tableau 12 : Part marginale des différents produits par milieu de résidence -----	38
Tableau 13 : Part marginale des différents produits par quintile de dépense par tête -----	39
Tableau 14 : Indice de Gini des dépenses alimentaires par région -----	42
Tableau 15 : l'incidence de l'insécurité alimentaire monétaire par milieu de résidence -----	43
Tableau 16 : Evolution du bilan céréalier brut de 2001 à 2010 -----	44
Tableau 17 : Contributions énergétiques (Kcal/personne/jour) comparaison -----	51
Tableau 18 : Analyse de la contribution énergétique (Kcal/personne/jour) – pour la composante céréale -----	52
Tableau 19 : Evolution de la composition de la diète des nigériens (en %) -----	53
Tableau 20 : Evolution de la part de l'alimentation animale dans les disponibilités totales en pourcentage -----	60
Tableau 21 : Evolution de la part de l'alimentation animale dans les disponibilités totales en valeur absolue -----	60
Tableau 22 : Evolution de la part de la transformation dans les disponibilités totales -----	61

Liste des graphiques

Figure 1 : Structure des dépenses alimentaires par groupes de produits.....	27
Figure 2 : Part marginale des différents produits au niveau national	35
Figure 3 : Inégalités d'accès à l'alimentation par milieu de résidence	42
Figure 4 : Evolution du bilan céréalier brut de 2001 à 2010.....	45
Figure 5 : Production brut per capita en kg/hbt	46
Figure 6 : Evolution de la diversité des dépenses alimentaires par quintile.....	48
Figure 7 : Contributions des différents groupes d'aliments à la satisfaction des besoins énergétiques des nigériens.....	49
Figure 8 : Contributions énergétiques (Kcal/personne/jour) – campagne 2006	50
Figure 9 : Contributions énergétiques (Kcal/personne/jour) – campagne 2007	50
Figure 10 : Disponibilité alimentaire	51
Figure 11 : Contribution énergétiques pour la composante céréale.....	52
Figure 12 : Evolutions des bilans alimentaires du Niger	55
Figure 13 : Evolution du taux d'autosuffisance alimentaire par groupe de produit.....	56

SIGLES ET ABREVIATIONS

AHA : Aménagement Hydro Agricole

CCA : Cellule Crise Alimentaire

CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

CNS : Conférence Nationale Souveraine

DEP : Direction des Etudes et des Programmes

INS : Institut National de la Statistique

Kg : Kilogramme

MAG/EL : Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage

MSU : Michigan State University

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

PIDEL : Projet Intégré de développement de l'Élevage

QUIBB : Questionnaires Unifiés des Indicateurs de Base de Bien être

ReSAKSS : Système Régional d'Analyse Stratégique et de Gestion des
Connaissances

SAP : Système d'Alerte Précoce

SDRP : Stratégie du Développement accéléré et de Réduction de la Pauvreté

TAS : Taux d'Autosuffisance Alimentaire

TDI : Taux de Dépendance aux Importations

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Avant propos

Depuis quelques années, l'on assiste à une hausse constante du prix des céréales en Afrique de l'Ouest, en raison du prix élevé des produits pétroliers, des changements climatiques et de l'utilisation croissante de produits agricoles comme biocarburants. Dans la plupart des ménages africains, le coût des aliments absorbe habituellement la moitié ou plus du revenu de la famille et les céréales dont le prix a le plus augmenté (maïs, riz) sont celles qui constituent avec le mil, le sorgho et les tubercules l'alimentation de base de la majorité des consommateurs de la sous région.

Des investigations s'imposent en vue d'évaluer les changements intervenus dans la structure de la consommation des ménages ces dernières années et l'impact de la flambée des prix des produits alimentaires enregistrée en 2007/2008. Ce faisant, cela permettra de mieux connaître la consommation alimentaire des différents segments de la population pour aider les pouvoirs publics à envisager des réponses plus efficaces et plus efficientes en cas de crises alimentaires; de cerner, aussi, les déterminants de la composition de la ration alimentaire en fonction du milieu et du revenu et enfin, être en mesure de faire des projections de la demande alimentaire désagrégée dans un horizon temporel plus ou moins long.

C'est pourquoi la réalisation de la présente étude a été initiée et rendue possible grâce à Michigan State University (sous le financement de la fondation syngenta) et ReSAKSS/IITA.

Que ces institutions trouvent ici notre reconnaissance pour les conseils et l'apport technique inestimable dont nous avons fait preuve tout au long de cette étude.

Notre reconnaissance va également à l'endroit de la Direction des Etudes et de la Programmation (DEP) du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage qui a mis sur pied un comité technique pour la relecture du présent document.

Les Auteurs

Résumé

La structure des dépenses de consommation, au niveau national, fait ressortir une prédominance des dépenses alimentaires par rapport aux dépenses non alimentaire. Ainsi, elles représentent 60,1% des dépenses totales de consommation contre 39,9% pour les non alimentaires. La crise alimentaire de 2005 a fait en sorte que les ménages ont orienté l'essentiel de leurs revenus dans la consommation, surtout des aliments, compte tenu d'une production alimentaire insuffisante ce qui a été à l'origine du volume élevé des importations alimentaires enregistré en cette période.

Selon le milieu de résidence, les dépenses de consommation des ménages présentent une différence assez prononcée entre les milieux urbain et rural. Les dépenses alimentaires représentent 63,7% des revenus des ménages ruraux contre 49,4% pour ceux du milieu urbain. Si on considère les dépenses non alimentaires, on constate une situation inverse où le milieu urbain (50,6%) prédomine largement le milieu rural avec 36,3% des revenus total des ménages.

Les 20% les plus pauvres disposent de 60,5% des dépenses alimentaires totales des ménages alors que les 20% les plus riches ont moins consommé avec 55,5%. Par contre, pour les dépenses non alimentaires, les 20% les plus riches ont plus dépensé que les autres catégories des ménages.

Selon les régions, les ménages ont beaucoup dépensé dans l'alimentation avec des disparités variables. Les niveaux varient de 46,5% des revenus des ménages pour la Communauté Urbaine de Niamey à 65,8% pour ceux de la région de Tillabéry. Il est à souligner que, pour le cas spécifique de la région d'Agadez avec 57,3% des revenus pour les dépenses alimentaires totales, seul le milieu urbain a été enquêté durant l'opération de collecte de données compte tenu du climat d'insécurité qui régnait dans la zone rurale de la région.

La structure des dépenses alimentaires fait ressortir que le principal mode d'acquisition des produits alimentaires des ménages est l'achat des aliments. Plus de 72,5% des revenus des ménages sont concernés. L'autre mode d'approvisionnement en denrées alimentaires utilisé par les ménages est l'autoconsommation avec 27,5% des revenus.

Parmi les produits consommés, on note une prédominance du mil (35,5% des revenus) suivie par celle du riz (9,6%) et celle du sorgho (7,5%). Les céréales participent à hauteur de 58,5% du revenu total dans la consommation alimentaire des ménages. Aussi, la consommation de la viande a enregistré une proportion élevée (7,3% du revenu des ménages) suivie par celle des fruits et légumes (5,8%). Les produits alimentaires à fort apport nutritif tels que le poisson, le haricot et les produits laitiers sont moins consommés par les ménages. Les parts de revenu enregistrées sont respectivement de l'ordre de 0,4%, 1,7% et 4,3%.

La part des céréales consommées représente 33,3% des revenus des ménages. Le mil constitue la céréale la plus consommée avec 17,9% du revenu, suivi par le riz (7,8%), le maïs (4,3%) et le sorgho (3,4%).

Ces céréales sont toutes produites localement sauf le riz qui est en grande partie importé, compte tenu de sa production locale insuffisante comparée aux besoins.

Les produits à haute valeur protéinique, comme la viande (5,7%), sont beaucoup prisés par nos populations. On note également une consommation élevée des fruits et légumes (3,4%), des huiles et autres oléagineux (2,5%) et des produits laitiers (2,5%).

Cependant, il faut relever qu'il se pose avec acuité un problème d'accès à l'alimentation. Les inégalités d'accès sont plus prononcées en milieu rural qu'en milieu urbain. Le coefficient de Gini est de 0,32 et 0,26 respectivement.

Quant à l'insécurité alimentaire monétaire, elle touche plus de six ménages sur dix (63,8%). Cette insécurité alimentaire monétaire est très marquée en milieu rural (67,8%) qu'en milieu urbain (42,8%).

L'analyse de l'insécurité alimentaire à travers les bilans alimentaires réalisés révèle que la situation de déficit céréalier observé au cours des campagnes 2000/01, 2004/05 et 2009/2010. Cela s'est traduit par l'observation des bilans céréaliers négatifs au cours de ces périodes. Au niveau des campagnes 2001/02, 2005/06 et 2007/08 règne une situation d'équilibre car un léger excédent est observé à ce niveau. Le pic d'attraction au niveau de la campagne 2008/09 fait d'elle une campagne exceptionnelle.

- 3 années déficitaires
- 3 années en équilibre positif précaire
- 4 années excédentaires dont 'année exceptionnelle 2008/2009 avec plus de 800000 tonnes d'excédent brut.

La disponibilité brute per capita de céréales a varié entre 200 et 350 kg/pers/an au cours de la décennie qui s'achève. En rappel, les besoins céréaliers pour la consommation humaine sont de 231 kg/pers/an sur la même période. En conséquence, les trois (3) années déficitaires de la décennie contribuent inéluctablement à accumuler la sous alimentation et à creuser le cercle vicieux de la pauvreté.

L'analyse du bilan alimentaire révèle que les besoins énergétiques du nigérien proviennent essentiellement des céréales, suivies des légumineuses, huiles végétales, viande, lait, légume et racines. Quant aux fruits, poissons et autres graisses animales, leur contribution reste dans une moindre mesure faible.

Ses besoins énergétiques sont essentiellement tirés du mil qui reste leader devant les autres céréales en procurant les quantités énergétiques les plus importantes représentant respectivement 59,6%, 66% et 67% du total des potentialités calorifiques de l'ensemble de la composante céréale pour les périodes 2005, 2006 et 2007. La participation du sorgho et du maïs reste non négligeable (plus de 10%). Quant aux riz, blé et les autres céréales, leur participation reste négligeable.

Description des bases de données utilisées

La collecte des données s'est déroulée du 14 avril au 11 juillet 2005. Les données sont obtenues par saisie par lecture optique. Cette opération a consisté à scanner les questionnaires venus du terrain et à effectuer des corrections avant la validation. Ce faisant, les données produites sont directement prêtes pour l'analyse.

Cette technique introduite pour la première fois dans le cadre des enquêtes sur les conditions de vie des ménages a produit les résultats escomptés en termes de qualité des données.

Les données sur les productions et les bilans alimentaires (2008-2010) proviennent principalement de l'enquête agricole permanente du Niger appelée Enquête de Prévision et d'Estimation des Récoltes (EPER) qui est une enquête par sondage aléatoire stratifié à 2 degrés avec couverture nationale excepté Bilma ; Au 1er degré, les Zones de Dénombrement (ZD) et au 2ème, les exploitations ou ménages agricoles et l'ensemble de leurs champs/parcelles constituent les unités d'observations ;

Collecte des données au moyen de 6 Questionnaires administrés en 10 passages sur la population, le capital, les intrants, les superficies, les rendements, les productions et les stocks résiduels;

Unité d'étude : le département ou la commune chef lieu de région, aussi, les résultats obtenus sur les 50 000 champs et/ou parcelles des exploitations échantillons sont extrapolés à l'échelle du département ;

Représentativité significative des résultats, erreurs dus à la méthode connus à l'avance et erreurs de terrain contenues dans les marges statistiquement admises selon les normes et standards universels.

Pour les bilans alimentaires antérieurs à 2008, il s'agit des bilans de la base de la FAO.

Quant aux données sur les prix, ils proviennent de la base de données du Système d'Information sur les Marchés Agricoles (SIMA) du Niger.

Les limites de l'étude

La période pendant laquelle la collecte des données a eu lieu, appelle des commentaires sur la situation alimentaire du pays. En effet, l'arrêt prématuré des précipitations en 2004 et les dégâts causés par l'invasion acridienne aux cultures et aux pâturages dans certaines parties du Niger ont provoqué une crise alimentaire aiguë, d'abord dans les zones pastorales et agro-pastorales, avant de se généraliser à l'ensemble du pays. Pour cette saison agricole 2004, le Gouvernement du Niger avait évalué le déficit céréalier à 223 500 tonnes et le déficit fourrager à 4,6 millions de tonnes.

En outre, le bétail, principale richesse des ménages ruraux des zones pastorales et agro-pastorales, est également menacé du fait de l'insuffisance des pâturages et du déficit fourrager.

Cette crise alimentaire a provoqué une hausse inattendue des prix sur les marchés locaux, amenant le Gouvernement à procéder à une vente des produits céréaliers à prix modéré (prix inférieur à celui pratiqué sur le marché) et à une distribution gratuite dans certaines localités.

Dans les zones fortement touchées par la sécheresse et l'invasion acridienne, il a été enregistré des niveaux de malnutrition et de mortalité supérieure aux seuils internationaux auxquels la situation est qualifiée d'urgente.

Les différents résultats qui découlent de cette étude doivent alors être situés dans ce cadre conjoncturel.

Introduction

La République du Niger est un grand pays sahélien enclavé dont près des deux-tiers sont désertiques. Sa population est très jeune et à forte prédominance rurale. Une large majorité de la population active est engagée dans le secteur de l'agriculture, principalement dans des exploitations familiales, de taille réduite, pratiquant une agriculture de subsistance, et dans l'élevage. Le secteur agricole, base de l'économie du pays, est fortement dépendant de conditions climatiques difficiles, comportant des périodes de sécheresse récurrentes.

La pauvreté est profonde et répandue, plus de 60% des Nigériens vivant en dessous du seuil de pauvreté. Cette grande pauvreté structurelle, couplée à des déficits persistants de la production alimentaire, entraîne une grande vulnérabilité de la population aux chocs climatiques et économiques qui peuvent provoquer, comme ce fût le cas en 2005 et en 2010 de graves crises alimentaires.

Les indicateurs de santé montrent une situation sanitaire préoccupante avec un accès limité aux soins essentiels, un faible taux de couverture vaccinale et des conditions de vie précaires qui pèsent lourdement sur la mortalité des jeunes enfants qui restent à des niveaux très élevés, même si une baisse de la mortalité infantile et des moins de 5 ans a été observée.

Le régime alimentaire est très largement basé sur les céréales, principalement mil et sorgho, auxquelles s'ajoutent des racines, essentiellement du manioc. En milieu rural, l'alimentation est complétée par des légumineuses, tandis qu'en milieu urbain elle est davantage complétée par des légumes. La consommation de produits animaux et de fruits et légumes, aliments riches en micronutriments, reste faible. La consommation de lait, traditionnelle dans la population agro-pastorale, diminue en raison de la forte réduction du cheptel liée aux sécheresses et à la dégradation des termes de l'échange bétail contre céréales. Les disponibilités alimentaires, très largement constituées de céréales, atteignent un niveau à peine suffisant pour couvrir les besoins énergétiques de la population au niveau national, et on estime, en raison d'une distribution inégale, que la sous-alimentation touche environ 29% de la population.

L'évolution de la production agricole au cours des vingt dernières années fait apparaître qu'une année sur deux est déficitaire. A l'issue de la campagne agricole 2004/2005 le déficit céréalier enregistré se chiffrait à environ 223000 tonnes. Cela fait suite à un début tardif et un arrêt précoce de la pluviométrie ainsi qu'une infestation acridienne massive. Tout ceci a donné lieu à la crise alimentaire.

Sur le plan pastoral, la crise alimentaire s'est caractérisée par une sérieuse menace sur le cheptel se traduisant par une augmentation de la mortalité.

La sécurité alimentaire ramène à une situation dans laquelle le disponible alimentaire par habitant reste encore limité, la quantité nutritionnelle de la consommation est souvent insuffisante, l'accès à l'alimentation n'est pas toujours assuré chez les couches défavorisées.

L'accroissement de la production est beaucoup plus lié à l'extension des superficies cultivées qu'à une progression normale des rendements, un processus qui conduit finalement à une saturation de l'espace cultivable. Des techniques performantes de production tardent à s'installer dans les systèmes de production traditionnels et l'intensification agricole qu'elles devraient engendrer, ne pourrait pas être réalisée par défaut de marchés incitatifs et rémunérateurs.

La sécurité alimentaire repose par conséquent sur l'amélioration du système agropastoral fondée traditionnellement sur des activités de subsistance. Une condition nécessaire pour garantir une bonne sécurité alimentaire est la production alimentaire. Malheureusement, celle-ci est soumise à de nombreuses contraintes qui la rendent très aléatoire. Parmi ces contraintes, l'on peut citer l'épuisement des sols soumis à l'action de l'érosion hydrique et éolienne, les cours d'eau de surface gagnés par l'ensablement et un couvert végétal très dégradé qui supporte de moins en moins le poids d'un cheptel aussi important.

Pour une nation ou un ménage, la sécurité alimentaire suppose disposer d'une source de nourriture fiable et de ressources suffisantes pour l'acheter. C'est pourquoi il est important d'identifier les causes fondamentales et les facteurs proches des déficits alimentaires et des pertes de revenus au sein de la population.

De mars 2007 à mars 2008, les prix des denrées alimentaires ont augmenté sur tous les marchés. Les augmentations les plus fortes, selon le FMI, ont été sur le blé, le maïs et le riz qui constituent les composants principaux du régime alimentaire de base. L'alimentation du bétail, de la volaille et d'autres animaux de boucherie, a également été affectée. Cette montée subite des denrées alimentaires peut accentuer l'insécurité alimentaire et compliquer, sinon annuler les progrès réalisés vers l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dans le domaine de la pauvreté et de la faim. Il est impératif d'établir une forte cohérence entre les réponses à la crise, c'est-à-dire, l'ensemble des décisions de politique et des actions déployées pour atténuer les impacts à court terme, et la politique de développement de moyen à long terme.

La situation nutritionnelle des enfants nigériens est alarmante. La moitié des enfants de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance, ou malnutrition chronique. La prévalence de cette forme de malnutrition est en augmentation nette depuis une quinzaine d'années dans le milieu rural. Cette évolution est liée à la pauvreté croissante de la population rurale, à un faible accès aux soins, une mauvaise hygiène du milieu et à une alimentation pauvre en micronutriments essentiels. Les femmes en âge de procréer sont également fortement touchées par la maigreur en milieu rural alors que le surpoids et l'obésité font leur apparition en milieu urbain.

L'allaitement maternel de longue durée est une pratique quasi-universelle au Niger mais l'initiation précoce de l'allaitement après la naissance et l'allaitement exclusif jusqu'à 6 mois demeurent peu pratiqués, même s'ils sont en progression. L'alimentation de complément, très peu diversifiée, est inadéquate.

La forte prévalence de la malnutrition est associée à des carences en micronutriments sévères. Les troubles dus à la carence en iode, qui sévissaient de façon endémique dans le pays, régressent grâce à l'introduction de l'iodation du sel mais cette stratégie doit encore être renforcée et des données actualisées sont indispensables pour en évaluer l'efficacité. La carence en vitamine A constitue également un problème de santé publique majeur, pour lequel un programme national de supplémentation a été mis en œuvre. La couverture de la supplémentation est relativement large parmi les jeunes enfants, mais encore trop restreinte parmi les mères. Les prévalences d'anémie sont très élevées parmi les groupes les plus vulnérables, en direction desquels la supplémentation en fer doit encore être fortement renforcée ; l'anémie touchant tous les groupes de la population, des mesures plus générales, incluant la lutte contre les parasitoses, sont également nécessaires.

La population rurale concentre tous les problèmes de pauvreté, d'insécurité alimentaire et de carences nutritionnelles. Des efforts majeurs sont nécessaires de la part de l'Etat Nigérien ainsi que des acteurs internationaux pour sortir le pays de cette situation de manière durable.

Ce rapport aborde la question de l'impact de la flambée des prix des denrées alimentaires sur les différents modèles de consommation alimentaire des ménages. Il procède à une vue d'ensemble de la hausse globale des prix et de son effet sur les balances commerciales de l'alimentation et à un examen des réponses de politique aux effets de la crise, de leurs implications macro-économiques et de leurs impacts au niveau des ménages. Il est subdivisé en sept parties articulées comme suit:

L'analyse de la structure des dépenses alimentaires (première partie) sera suivie d'une analyse désagrégée de l'alimentation dans la consommation totale (deuxième partie) par milieu de résidence, par quintile de dépenses et selon les groupes socioéconomiques. Les parts absolues des différents produits alimentaires (troisième partie) dans le budget du ménage seront analysées par milieu de résidence et par quintile de dépenses. L'analyse de l'insécurité alimentaire et des inégalités d'accès à l'alimentation à partir du coefficient de Gini sera faite dans la quatrième partie suivie par l'analyse de la diversité de la diète (cinquième partie). Aussi, l'analyse des bilans alimentaires sera abordée dans la sixième partie pour finir avec l'évolution des productions alimentaires et des prix des principales denrées alimentaires depuis la crise de 2007/2008 dans la septième partie.

Chapitre I : Analyse de la structure des dépenses totales

I. Analyse de la structure des dépenses totales

La présente analyse repose sur les cas d'enquêtes quantitatives principalement celles de l'Enquête nationale sur le Questionnaire unifié des Indicateurs de Base de Bien-Etre (QUIBB-2005) réalisée par l'Institut National de la Statistique (INS) et dont l'objectif est de fournir des informations permettant le suivi et l'évaluation des politiques, programmes et projets de réduction de la pauvreté dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie du Développement accéléré et de Réduction de la Pauvreté (SDRP) et des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

La présente analyse va porter sur les dépenses de consommation des ménages à partir des estimations des dépenses totales de consommations. Celles-ci se répartissent en consommations alimentaires et non alimentaires.

Les dépenses alimentaires sont composées des estimations des consommations de la production agricole des ménages (autoconsommation) et des consommations alimentaires achetées. Quant aux dépenses de consommations non alimentaires, elles regroupent les dépenses de santé, d'éducation et les autres dépenses.

I.1 Structure des dépenses totales au niveau national

Il est important de rappeler, que les dépenses d'hospitalisation classées par beaucoup de travaux comme des dépenses exceptionnelles ont été exclues du poste des dépenses en santé. De même, les dépenses exceptionnelles effectuées lors des fêtes religieuses ou des événements familiaux ou sociaux qui occasionnent la participation d'autres personnes non membres du ménage, n'ont pas été prises en compte dans la dépense totale.

Aussi, les biens durables tels que les téléviseurs qui sont achetés à un moment donné puis consommés sur plusieurs années ont posé un problème d'estimation du taux de dépréciation, par conséquent, exclus dans les dépenses totales des ménages.

Ainsi, l'examen de la structure des dépenses de consommation, au niveau national, fait ressortir une prédominance des dépenses alimentaires par rapport aux dépenses non alimentaire. Ainsi, elles représentent 60,1% des dépenses totales de consommation contre 39,9% pour les non alimentaires. La crise alimentaire de 2005 a fait en sorte que les ménages ont orienté l'essentiel de leurs revenus dans la consommation, surtout des aliments, compte tenu d'une production alimentaire insuffisante ce qui a été à l'origine du volume élevé des importations alimentaires enregistré en cette période.

I.2 Structure des dépenses de consommation totale selon le milieu de résidence

Les dépenses de consommation selon le milieu de résidence des ménages présentent une différence assez prononcée entre les milieux urbain et rural. Les dépenses alimentaires représentent 63,7% des revenus des ménages ruraux contre 49,4% pour ceux du milieu urbain. Si on considère les dépenses non alimentaires, on constate une situation inverse où la part du milieu urbain (50,6%) prédomine largement celle du milieu rural (36,3%).

Il faut aussi relever qu'en milieu rural, les ménages dépensent beaucoup plus dans l'achat des produits alimentaires (63,7% contre 36,3%) que ceux du milieu urbain où les dépenses de consommation sont plutôt orientées vers les dépenses non alimentaires (50,6% contre 49,4%).

Tableau 1 : Structure des dépenses totales (en %) par milieu de résidence

Poste	Milieu rural	Milieu urbain	National
Dépenses non alimentaires	36.3%	50.6%	39.9%
Dépenses alimentaires	63.7%	49.4%	60.1%

I.3 Structure des dépenses de consommation totales selon les quintiles de dépenses totales par tête

La part de la dépense d'un groupe (quintile) dans la dépense totale fait partie des critères d'évaluation de l'ampleur de l'inégalité dans un pays.

Le tableau suivant décrit les structures de dépenses totales par quintile de dépenses par tête.

Tableau 2 : Structure des dépenses totales (en %) par quintile de dépenses totales par tête

Poste	Dépenses alimentaires	Dépenses non alimentaires
Quintile 1	60.5%	39.5%
Quintile 2	62.9%	37.1%
Quintile 3	64.7%	35.3%
Quintile 4	63.6%	36.4%
Quintile 5	55.5%	44.5%

En considérant les dépenses alimentaires, l'on note que les 20% les plus pauvres disposent de 60,5% des dépenses alimentaires totales alors que les 20% les plus riches ont moins consommé avec 55,5%. Par contre, pour les dépenses non alimentaires, les 20% les plus riches ont plus dépensé que les autres catégories sociales ce qui soutient la théorie selon laquelle le pourcentage des dépenses totales consacrées aux produits alimentaires diminue à mesure que le niveau de vie augmente. Il est important de relever ici que les dépenses alimentaires sont surtout

concentrées entre le troisième et quatrième quantile avec respectivement 64,7% et 63,6%.

I.4 Structure des dépenses totales selon les régions

Le tableau ci-après résume l'évolution des dépenses de consommation par région.

Tableau 3 : Structure des dépenses totales (en %) par région de résidence

Poste	Dépenses alimentaires	Dépenses non alimentaires
Agadez	57.3%	42.7%
Dosso	59.1%	40.9%
Maradi	58.4%	41.6%
Tahoua	65.2%	34.8%
Tillabéry	65.8%	34.2%
CU Niamey	46.5%	53.5%
Diffa-Zinder	60.9%	39.1%
National	60.1%	39.9%

Si on considère les dépenses alimentaires, on remarque de façon générale, que l'essentiel du revenu des ménages est beaucoup plus orienté dans l'alimentation avec des disparités régionales très marquées. Les niveaux varient de 46,5% pour la Communauté Urbaine de Niamey à 65,8% pour la région de Tillabéry. Il est à souligner que, pour le cas spécifique de la région d'Agadez avec 57,3% des dépenses alimentaires totales, seul le milieu urbain a été enquêté durant l'opération de collecte de données compte tenu du climat d'insécurité qui régnait dans la zone rurale de la région.

En faisant un rapprochement avec les seuils de pauvreté estimés en 2005, on relève que la région de Maradi qui était la plus pauvre (avec 79,7% de seuil de pauvreté) n'est pas forcément la région où les dépenses alimentaires sont les plus élevées (58,4%). Pourtant, cette région abrite à elle seule plus du quart (20,5%) de la population totale nigérienne.

Les régions de Zinder et de Diffa, avec 21,9% de la population nationale se caractérisent par une proportion élevée des dépenses alimentaires avec 60,9% des dépenses des ménages. Par contre, la Communauté Urbaine de Niamey qui a enregistré des dépenses alimentaires faibles (46,5%) malgré le mouvement des populations rurales vers la capitale vues les opportunités d'emploi qu'elle offre par rapport au milieu rural.

Pour ce qui concerne les dépenses non alimentaires, ce sont surtout à Niamey et à Agadez qu'elles sont plus élevées. Le caractère urbain de ces régions pourrait expliquer en partie cette situation.

I.5 Structure des dépenses de consommation totales selon les groupes socio-économiques

La notion de bien être dans une société donnée peut être liée à la position de l'individu dans cette société. A cet effet, le diagnostic de la situation pour l'élaboration des politiques de réduction de la pauvreté doit être complété par une analyse de la position de tous les individus afin de prendre en compte les disparités dans la distribution des revenus et améliorer le ciblage.

Les indicateurs usuels de lutte contre la pauvreté sont donc insuffisants pour appréhender les conditions de vie des ménages ou des individus dans une perspective de lutte contre la pauvreté et de développement. Une analyse parallèle au sein du pays s'avère nécessaire.

Les données consignées dans le tableau ci-après indiquent que, l'essentiel des dépenses de consommation (58,2%) ont été effectuées par les ménages du secteur dit « autre auto emploi », suivis par ceux qui ne sont pas employés (54,6%), ensuite ceux du secteur privé informel (51,2%). Pour ce qui est des dépenses non alimentaires, elles ont été plus effectuées par les ménages du secteur privé formel (62,3%) et ceux du secteur public (50,9%).

Tableau 4 : Structure des dépenses totales (en %) par groupes socioéconomiques

Groupes Socioéconomiques	Dépenses alimentaires	Dépenses non alimentaires
Public	49,1%	50,9%
Privé formel	37,7%	62,3%
Privé informel	51,2%	49,3%
Autre auto emploi	58,2%	41,8%
Pas employé	54,6%	45,4%
Autre	53,7%	46,3%

I.6 Synthèse

La structure des dépenses de consommation des ménages, comme assorti dans les différents rapports de profils de pauvreté, fait ressortir la prédominance des dépenses alimentaires par rapport aux autres types de dépenses. Ainsi, en 2005, les dépenses alimentaires représentaient 60,1% des revenus des ménages contre 39,9% pour les non alimentaires. Selon le milieu de résidence, les dépenses alimentaires des ménages sont plus élevées en milieu rural qu'en milieu urbain (63,7% contre 49,4% respectivement). Les régions de Tillabéry, Tahoua et Diffa-Zinder ont enregistré des proportions élevées des dépenses alimentaires des ménages avec respectivement 65,8%, 65,2% et 60,9%. Par contre, les régions de Niamey et Agadez ont enregistré les proportions les plus faibles avec respectivement 46,5% et 57,3% des dépenses alimentaires des ménages.

Chapitre II : **Analyse de la structure des dépenses alimentaires**

II. Analyse de la structure des dépenses alimentaires

Les dépenses alimentaires sont composées des estimations de consommation de la production agricole des ménages (autoconsommation) et des consommations alimentaires achetées sur un marché.

Ainsi, l'examen de la structure des dépenses alimentaires sera fait suivant le mode d'acquisition des différents produits et suivant les groupes de produits qui sont considérés comme prioritaires pour la CEDEAO.

II.1 Analyse de la structure des dépenses alimentaires selon le mode d'acquisition (achat ou autoconsommation)

La consommation alimentaire a été observée sur une période de sept jours pour les achats, l'autoconsommation provenant du champ, les cadeaux et les dons en nature directement reçus d'autres ménages ou d'organismes. Cette consommation est observée en valeur. L'annualisation de cette partie de la consommation alimentaire est faite en ramenant celle observée sur sept jours sur l'année par une simple règle de trois. Toutefois, la technique utilisée n'a pas pris en compte les prélèvements de stocks entrant dans la consommation; et notamment les stocks de céréales existant dans les ménages et qui peuvent être importants, surtout en milieu rural. Afin de compléter la consommation alimentaire, la section du questionnaire destinée à la pesée a été mise à contribution. Cette section a pris en compte tous les produits alimentaires entrant dans la préparation des repas (sur une période de sept jours). On y trouve les quantités consommées (en grammes) selon le mode d'acquisition (achat, autoconsommation, cadeau, prélèvement de stock, etc.); mais pas les valeurs. Les quantités prélevées en stock ont été calculées par produit et par ménage. Elles ont été annualisées en utilisant le même principe que celui précédemment évoqué. Pour valoriser ces quantités, un prix implicite médian (au kilogramme) est calculé pour chaque produit, chaque région et chaque milieu de résidence. Ces prix ont été utilisés pour valoriser les quantités consommées.

II.1.1 Structure des dépenses alimentaires selon le mode d'acquisition au niveau national

Le principal mode d'acquisition des produits alimentaires des ménages en 2005 demeure incontestablement l'achat des aliments. 72,5% du revenu des ménages est orienté vers ce poste. L'autre mode d'approvisionnement en denrées alimentaires utilisé par les ménages est l'autoconsommation avec 27,5% du revenu total des ménages.

II.1.2 Structure des dépenses alimentaires selon le mode d'acquisition et par milieu de résidence

Le tableau suivant décrit la structure des dépenses alimentaires des ménages selon le mode d'acquisition et selon le milieu de résidence.

Tableau 5 : Structure des dépenses alimentaires (en %) selon le mode d'acquisition par milieu de résidence

Milieu de résidence	Achat	Autoconsommation
Milieu rural	67.0%	33.0%
Milieu urbain	93.2%	6.8%
National	72.5%	27.5%

Les données indiquent que l'achat est la source principale d'acquisition des aliments surtout pour les ménages du milieu urbain qui utilisent 93,2% de leur revenu. Ceci s'explique par le fait que la plus part des ménages urbains vivent au quotidien, c'est-à-dire, préfèrent dépenser chaque jour pour manger au lieu de constituer de stock. Le même comportement est observé en milieu rural avec 67% des dépenses des ménages pour ce poste. Mais, le tiers des dépenses (33%) des ménages ruraux a été utilisée pour constituer des stocks. En milieu urbain, ce stock ne constitue que 6,8% du revenu total des ménages.

II.1.3 Structure des dépenses alimentaires selon le mode d'acquisition et par quintiles de dépenses totales par tête

Quelque soit le quintile considéré, on constate que le principal mode d'acquisition demeure l'achat des produits alimentaires. Les populations préfèrent acheter les vivres que de procéder à un prélèvement dans le stock du ménage. Ce stock n'est utilisé qu'en dernier recours, et c'est généralement lorsque les aliments commencent à se raréfier sur les différents marchés d'approvisionnement.

Selon le tableau suivant, parmi les 20% des ménages les plus pauvres, 63,5% du revenu des ménages est orienté vers l'achat des produits alimentaires. Cette proportion augmente à partir du troisième quintile (65,7%) pour atteindre un niveau de 80,9% au cinquième quintile, constitué de 20% des ménages les plus riches.

Ce constat met en cause la théorie selon laquelle, que plus son niveau de vie augment et moins on dépense dans l'alimentation.

A partir du même tableau, on relève que les ménages du deuxième quintile, constitué des 40% des ménages les plus pauvres, ont déclaré une autoconsommation relativement élevée (39%).

Tableau 6 : Structure des dépenses alimentaires (en %) selon le mode d'acquisition par quintile

Quintile	Achat	Autoconsommation
Quintile 1	63.5%	36.5%
Quintile 2	61.0%	39.0%
Quintile 3	65.7%	34.3%
Quintile 4	72.4%	27.6%
Quintile 5	80.9%	19.1%

II.1.4 Structure des dépenses alimentaires selon le mode d'acquisition par région

Suivant les régions, l'achat constitue la principale source d'approvisionnement en denrées alimentaires en 2005. Les régions de Niamey et Agadez, compte tenu de la concentration élevée du taux d'urbanisation dans ces régions, ont enregistré des respectivement 95,1% et 92,3% des dépenses des ménages. Ces régions sont suivies par celles de Tahoua (78%) et Diffa-Zinder (74,1%). Par contre, les régions qui ont déclaré avoir utilisé leurs stocks en 2005 sont les régions de Dosso (41,8%), Maradi (38,4%) et Tillabéry (33%). Selon l'état de pauvreté, ces régions sont les plus pauvres au cours de la période.

Tableau 7 : Structure des dépenses alimentaires (en %) selon le mode d'acquisition par région

Région	Achat	Autoconsommation
Agadez	92.3%	7.7%
Dosso	58.2%	41.8%
Maradi	61.6%	38.4%
Tahoua	78.0%	22.0%
Tillabéry	67.0%	33.0%
Niamey	95.1%	4.9%
Diffa-Zinder	74.1%	25.9%
National	72.5%	27.5%

II.1.5 Synthèse

La mauvaise récolte de la campagne agricole de 2004 n'a pas permis aux ménages de constituer des stocks suffisants pouvant leur permettre de traverser la dure

période de soudure. Pour se faire, la seule alternative est sans conteste l'achat des denrées alimentaires sur les marchés, surtout pour les ménages urbains. Cette voie, quoiqu'obligatoire, n'est pas sans conséquences sur la flambée des prix des produits de base. Pourtant, les variations brutales des prix des aliments, sont de nature à réduire significativement les niveaux d'accès et d'utilisation de ces produits alimentaires.

II. 2 Analyse de la structure des dépenses alimentaire par produit ou groupe de produit

Les prix des denrées alimentaires sont surtout déterminés par les marchés. Les prix des céréales sont sujets à plusieurs facteurs dont l'offre et la demande intérieure, les importations commerciales, les caractéristiques du commerce régional et la structure des marchés.

Les commerçants importent ou exportent le tonnage voulu à condition qu'ils respectent la réglementation en vigueur dans le pays. Pour le cas du Niger, la réglementation applicable aux taxes commerciales s'aligne sur les règles de l'UEMOA. Néanmoins, les droits de douane demeurent pour les importations en céréales en provenance des pays non membre de l'UEMOA, en l'occurrence le Nigéria et le Ghana.

Dans cette partie de l'étude, il sera procédé à l'examen de la structure des dépenses alimentaires pour les produits qui sont considérés comme prioritaires pour la CEDEAO.

Auparavant, il importe de disposer des éléments sur les habitudes de consommation alimentaire des ménages.

II.2.1 Structure des dépenses alimentaires par produit ou groupe de produit au niveau national

Les céréales (le mil et le sorgho) font l'objet d'une consommation appréciable de la part des populations au Niger. Selon le rapport national sur le développement humain (niger-2008), le mil représente en 2007 plus de 70% des quantités totales de céréales consommées. Il représente 59% des quantités de céréales consommées en milieu urbain et 82% en milieu rural. Ceci lui vaut d'occuper la première place devant le sorgho, autre céréale fortement ancrée dans les habitudes alimentaires des ménages.

L'analyse des habitudes alimentaires des ménages, selon le même rapport, amène aux constats suivants :

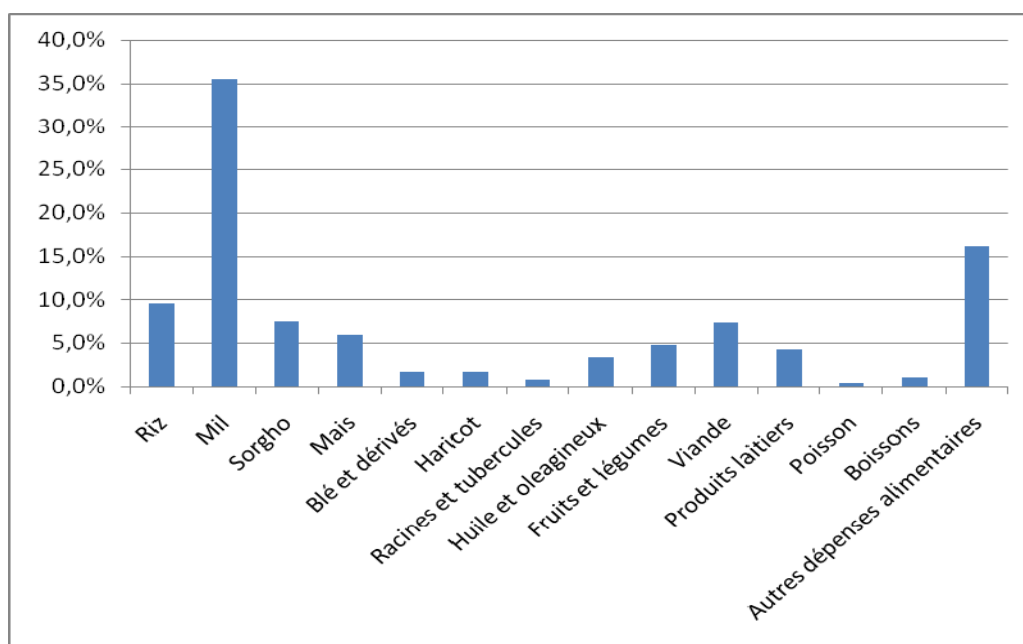
La production du maïs est marginale et celle du riz demeure encore très faible en dépit des efforts consentis dans la vallée du fleuve niger. Pourtant leur consommation est très élevée surtout en milieu urbain.

La consommation des aliments d'origine animale, des fruits et des légumes est quasi marginale et la ration alimentaire surtout en zone rurale est pauvre et monotone.

Les apports caloriques provenant des protéines, des lipides et des glucides comparés aux normes recommandées montrent que dans l'ensemble, le régime alimentaire est hyper glucide mais reste dans les limites de l'équilibre en milieu urbain et faible en lipides en milieu rural.

Le graphique suivant analyse la structure des dépenses alimentaires par produits ou groupe de produits :

Figure 1 : Structure des dépenses alimentaires par groupes de produits



Au niveau national, on relève une prédominance de la consommation du mil (35,5% du revenu des ménages) suivie par celle du riz (9,6% du revenu) et celle du sorgho (7,5% du revenu). Ainsi, les céréales participent à hauteur de 58,5% dans la consommation alimentaire des dépenses des ménages. Ceci dénote à quel point la consommation des céréales est ancrée dans les habitudes alimentaires des populations. Après les céréales, c'est la consommation de la viande qui a enregistré une proportion élevée (7,3% du revenu) suivie par les fruits et légumes (5,8% du revenu). Les produits alimentaires à fort apport nutritif tels que le poisson, le haricot

et les produits laitiers sont moins consommés. Les proportions enregistrées sont respectivement de 0,4%, 1,7% et 4,3% du revenu total des ménages.

Il faut aussi noter une consommation non négligeable des oléagineux (3,3% du revenu), composées essentiellement des huiles végétales importées, compte tenu d'une production locale à base d'arachide qui est très faible. La consommation des boissons, alcoolisées ou non, est très négligeable. Elle est estimée à 1% des dépenses des ménages.

II.2.2 Structure des dépenses alimentaires par produit ou groupe de produit selon le milieu de résidence

La structure des dépenses alimentaires comme décrite dans le tableau suivant montre que l'habitude alimentaire des ménages est variable en fonction du milieu de résidence.

Tableau 8 : *Structure des dépenses alimentaires par produit et par milieu de résidence*

Produit ou groupe de produit	Milieu rural	Milieu urbain	National
Riz	7.2%	18.5%	9.6%
Mil	41.1%	14.5%	35.5%
Sorgho	9.0%	1.9%	7.5%
Mais	4.6%	10.8%	5.9%
Blé et dérivés	1.2%	3.8%	1.7%
Haricot	1.6%	2.0%	1.7%
Racines et tubercules	0.8%	1.2%	0.8%
Huile et oléagineux	3.1%	4.3%	3.3%
Fruits et légumes	3.9%	8.3%	4.8%
Viande	6.6%	10.2%	7.3%
Produits laitiers	4.5%	3.6%	4.3%
Poisson	0.3%	0.7%	0.4%
Boissons	1.0%	1.1%	1.0%
Autres dépenses alimentaires	15.3%	19.1%	16.1%

Ainsi, le mil (41,1% du revenu des ménages contre 14,5%) et le sorgho (9% contre 1,9%) sont des produits alimentaires à forte consommation en milieu rural. En milieu urbain, c'est principalement le riz (18,5% contre 7,2%) qui constitue la denrée de base, fortement prisée par les ménages. Aussi, les citadins excellent dans la consommation de la viande (10,2% du revenu contre 6,6%), des fruits et légumes (8,3% contre 3,9%) et du blé et dérivés (3,8% contre 1,2%). Ce comportement alimentaire pourrait être dû à l'urbanisation qui influence non seulement le niveau de consommation des produits alimentaires, mais exerce également une influence sur la structure de cette consommation.

Suite à la crise alimentaire consécutive à la mauvaise récolte issue de la campagne agricole de 2004, beaucoup des ménages ont orienté l'essentiel de leurs revenus dans la consommation alimentaire et principalement celle des céréales, comme le riz. Cet aliment, fortement prisé par les ménages surtout en milieu urbain, représente 7% en moyenne des importations pour la période de 2005 à 2007. Nonobstant l'existence d'une production locale en riz paddy, l'offre du riz est insuffisante pour couvrir les besoins nationaux. Cela justifie le recours par les ménages du riz importé dont le prix varie selon la provenance, la qualité et la période de l'année.

II.2.3 Structure des dépenses alimentaires par produit ou groupe de produit selon les quintiles de dépenses totales par tête

La structure des dépenses alimentaires par produit et par quintile de dépense totale par tête est résumée dans le tableau suivant :

Tableau 9 : Structure des dépenses alimentaires par produit et par quintile de dépense totale par tête

Produit ou groupe de produit	Quintile 1	Quintile 2	Quintile 3	Quintile 4	Quintile 5
Riz	5.0%	6.0%	7.6%	9.9%	12.3%
Mil	47.5%	46.2%	41.4%	35.7%	27.0%
Sorgho	9.4%	8.9%	10.1%	8.0%	5.1%
Mais	4.0%	4.1%	4.7%	5.5%	7.5%
Blé et dérivés	0.4%	0.5%	1.0%	1.5%	2.9%
Haricot	1.4%	1.5%	1.7%	1.9%	1.6%
Racines et tubercules	0.6%	0.9%	0.6%	0.7%	1.1%
Huile et oléagineux	2.5%	2.7%	3.2%	3.5%	3.7%
Fruits et légumes	2.8%	3.2%	3.8%	4.6%	6.4%
Viande	5.7%	5.1%	5.8%	6.9%	9.3%
Produits laitiers	4.3%	5.0%	4.6%	4.2%	4.1%
Poisson	0.2%	0.3%	0.2%	0.3%	0.5%
Boissons	1.1%	1.0%	0.8%	1.1%	1.1%
Autres dépenses alimentaires	15.0%	14.6%	14.2%	16.3%	17.5%

La consommation alimentaire des céréales (riz, mil, sorgho et maïs) est une habitude alimentaire quasi-générale quelque soit le quintile considéré. Ainsi, les ménages des 20% les plus pauvres ont dépensé 65,9% de leur revenu dans la consommation des céréales. Pour les 20% des ménages les plus riches, cette consommation est estimée à 51,9% du revenu total des ménages. Parmi ces céréales, la plus consommée est principalement le mil (47,5% du revenu) pour les 20% des ménages les plus pauvres. Et, pour les 20% des ménages les plus riches, en dehors du mil qui

est consommé (27% du revenu), on note une consommation relativement élevée du riz (12,3% du revenu).

En outre, si la consommation de la viande est l'apanage des ménages les plus riches (9,3% du revenu des ménages contre 5,7%), il n'en demeure pas moins pour les produits laitiers où la consommation des 20% des ménages les plus pauvres (4,3% du revenu) vaut un peu plus que celle des 20% des ménages les plus riches (4,1% du revenu).

Il n'existe pas de différence significative dans la consommation des huiles et autres oléagineux entre les 20% des ménages les plus pauvres (2,5%) et ceux des 20% les plus riches (3,7%). Par contre, cette différence est assez prononcée dans la consommation des fruits et légumes. Les proportions enregistrées sont respectivement de l'ordre de 2,8% et 6,4% du revenu des ménages.

Pour ce qui des produits de substitution tels que les racines et tubercules, leur consommation est très timide quelque soit le quintile considéré.

II.2.4 Structure des dépenses alimentaires par produit ou groupe de produit selon la région de résidence

Pour les régions d'Agadez et Niamey, régions à forte concentration de la population urbaine, l'essentiel du revenu des ménages est orienté dans la consommation du riz. Il est accompagné par le mil à Agadez (21,4% du revenu des ménages) et par le maïs à Niamey (12%). Dans les autres régions, c'est plutôt le mil qui constitue la principale denrée alimentaire. Sa consommation représente 43% du revenu des ménages à Tahoua, 40,3% à Dosso, 39,7% à Maradi et 37,5% à Tillabéry.

Compte tenu de l'élevage qui est intensément pratiqué dans les régions de Tahoua et Tillabéry, la consommation des produits laitiers est très élevée. Elle représente 5,3% du revenu des ménages respectivement à Tahoua et Tillabéry.

Il faut constater que, quelque soit la région, les racines et tubercules considérées comme des produits de substitution sont faiblement consommées comparativement aux produits à forte valeur protéinique comme le haricot ou la viande.

Tableau 10 : Structure des dépenses alimentaires par produit et par région

Produit ou groupe de produit	Agadez	Dosso	Maradi	Tahoua	Tillabéry	Niamey	Diffa-Zinder
Riz	19.8%	7.2%	5.7%	5.4%	12.2%	18.8%	10.9%
Mil	21.4%	40.3%	39.7%	43.0%	37.5%	8.0%	34.1%
Sorgho	0.7%	3.0%	8.5%	11.5%	7.0%	0.3%	9.3%
Mais	9.1%	9.5%	3.0%	0.8%	11.9%	12.0%	4.1%
Blé et dérivés	6.6%	0.9%	1.2%	1.0%	0.7%	4.1%	2.3%
Haricot	2.5%	2.2%	1.4%	0.8%	1.2%	2.0%	2.6%

Racines et tubercules	1.1%	1.2%	1.0%	0.7%	0.6%	1.4%	0.6%
Huile et oléagineux	6.1%	2.8%	3.0%	3.3%	2.5%	3.5%	4.0%
Fruits et légumes	9.1%	4.9%	3.7%	4.4%	2.7%	10.1%	4.7%
Viande	8.6%	7.6%	10.4%	7.4%	4.1%	11.0%	5.4%
Produits laitiers	3.6%	2.3%	3.9%	5.3%	5.3%	3.8%	4.4%
Poisson	0.1%	0.7%	0.1%	0.0%	0.6%	1.2%	0.3%
Boissons	2.8%	0.4%	1.0%	0.8%	1.3%	0.9%	1.2%
Autres dépenses alimentaires	8.5%	16.8%	17.4%	15.6%	12.5%	22.7%	16.1%

II.2.5 Structure des dépenses alimentaires par produit ou groupe de produit selon les groupes socio-économiques des chefs des ménages

De façon générale, les produits alimentaires étaient diversement consommés quelque soit la catégorie sociale des individus.

Ainsi, la consommation du mil est très élevée chez les ménages des agriculteurs (45,6%). Cela est tout à fait logique dans la mesure où ils sont les seuls producteurs. Les agriculteurs sont aussi des grands consommateurs des produits laitiers (7,1%). Pour ce qui est de la viande, elle est plus consommée dans les ménages dont les chefs relèvent du secteur public (11,8%). Ils consomment également des huiles et autres oléagineux à hauteur de 4,9% comparativement au secteur privé formel (4%) et aux agriculteurs (2,9%).

Tableau 11 : Structure des dépenses alimentaires par produit et par groupe socioéconomique du chef de ménage

Produit ou groupe de produit	Public	Privé formel	Privé informel	agriculteur	Autre auto emploi	Pas employé	Autre
Riz	17.1%	14.3%	8.8%	0.7%	17.2%	11.6%	10.3%
Mil	15.2%	22.6%	37.2%	45.6%	19.6%	32.9%	35.9%
Sorgho	2.4%	1.5%	8.0%	9.9%	2.3%	6.7%	7.0%
Mais	9.4%	7.4%	5.6%	2.7%	8.6%	6.5%	5.6%
Blé et dérivés	5.8%	3.3%	1.5%	0.1%	2.1%	1.6%	2.6%
Haricot	2.1%	1.6%	1.7%	0.4%	1.6%	1.5%	1.3%
Racines et tubercules	1.2%	1.5%	0.8%	0.3%	1.6%	0.9%	0.6%
Huile et oléagineux	4.9%	4.0%	3.2%	2.9%	4.4%	3.6%	3.6%
Fruits et légumes	8.1%	7.8%	4.6%	3.4%	6.7%	5.1%	5.0%
Viande	11.8%	8.7%	7.0%	7.7%	11.8%	7.5%	7.2%
Produits laitiers	3.5%	4.5%	4.3%	7.1%	4.7%	4.9%	4.5%
Poisson	0.9%	0.7%	0.3%	0.0%	0.6%	0.5%	0.2%
Boissons	1.5%	2.1%	1.0%	1.2%	1.4%	1.1%	0.9%

Autres dépenses alimentaires	16.4%	20.1%	16.1%	17.9%	17.3%	15.6%	15.2%
------------------------------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------

II.2.5 Synthèse

La consommation alimentaire en 2005 a mis en exergue un changement notable dans les habitudes alimentaires des populations. En comparant les différents produits alimentaires consommés, l'on constate que la consommation du riz a drastiquement diminué surtout en milieu urbain au profit des autres céréales comme le mil ou le sorgho. Ces habitudes peuvent s'apparenter comme un changement de stratégies de la part des populations en réponse à la rareté des produits de base constatée sur les marchés.

II.3 Analyse de la structure des dépenses par produit selon la provenance (locale ou importée)

La lutte pour l'autosuffisance alimentaire passe par une meilleure couverture géographique des besoins des produits alimentaires. Pourtant, le caractère continental de notre pays justifie l'impossibilité de satisfaire, de manière intégrale, la demande sans cesse croissante, par une offre conséquente des produits alimentaires. D'où le recours aux importations pour combler le déficit.

Dans l'ensemble, la balance commerciale de l'agriculture est très déficitaire et les importations des denrées alimentaires représentent un tiers de la facture en importation du pays.

Après les produits pétroliers et les médicaments, le riz occupe la troisième place en valeur monétaire. Cet aliment fortement prisé par les ménages représente en moyenne 7% des importations totales en 2007. Malgré l'existence de la production locale en riz paddy, l'offre est insuffisante pour couvrir les besoins d'où le recours par la population à la consommation du riz importé dont le prix du sac de 50kg, en 2007, est variable de 15000FCFA à 30000FCFA selon la provenance, la qualité et la période de l'année.

Pour ce qui est du mil ou maïs, en 2008, une analyse sur les marchés transfrontaliers permet de conclure à l'existence d'un flux vers le Niger. En effet, les prix du mil et du maïs sont au Niger supérieurs à ceux relevés sur les marchés frontaliers du Burkina, du Bénin et de certains marchés frontaliers du nord Nigéria, ce qui constitue une forte incitation à l'importation de ces denrées. Il est à noter que ce différentiel est moins marqué, soit inversé pour le cas du mil dans la région de Zinder.

Chapitre III : Analyse de la propension marginale à consommer des produits alimentaires

III. Analyse de la propension marginale à consommer des produits alimentaires

Il importe dans cette section d'énoncer en quelques lignes certains éléments liés à la pratique de la consommation alimentaire des populations. Cette pratique est à la base, dans beaucoup des cas, à la préférence alimentaire des ménages.

Ainsi, les populations pauvres vendent les aliments riches en nutriments tels que le lait, le poisson et les œufs pour acheter des céréales par contrainte budgétaire pour certains et pour atteindre les besoins quantitatifs pour d'autres.

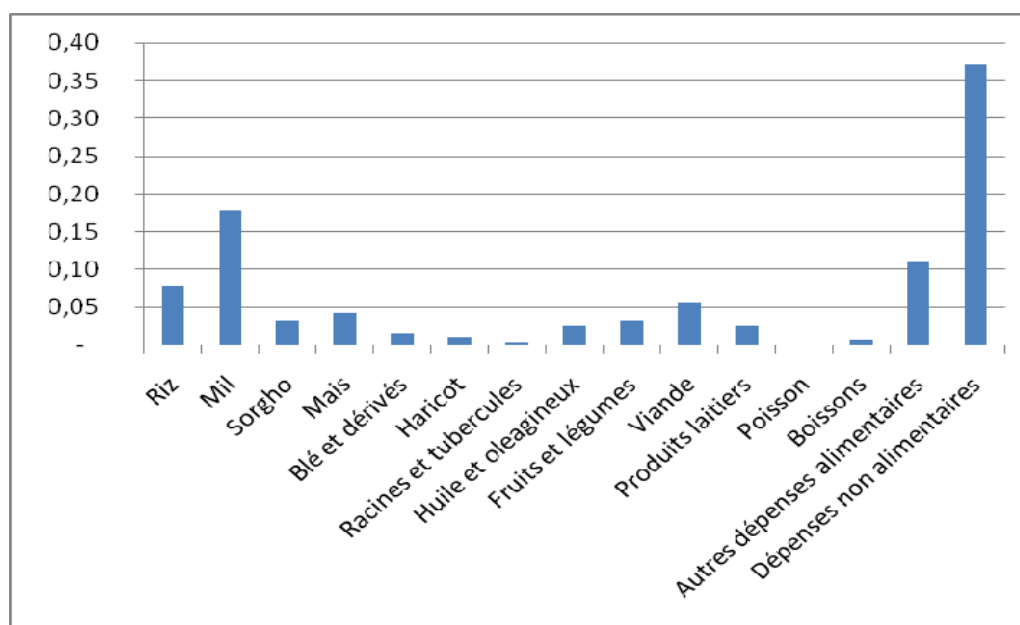
Dans certaines franges de la population on ne mange pas de poisson; dans d'autres on ne mange pas de viande de chèvre; le son de mil est réservé aux animaux. Ces pratiques, innées aux populations surtout en milieu rural font en sorte que telle catégorie des aliments est préférable par rapport à une autre.

La propension marginale à consommer de X% d'un produit donné montre qu'en cas d'augmentation du revenu de 100 FCFA, le ménage allouera X FCFA à la consommation de ce produit.

III.1 Part marginale des différents produits au niveau national

Le graphique suivant décrit la part marginale des différents produits au niveau national :

Figure 2 : Part marginale des différents produits au niveau national



Comme il a été précisé plus haut, le régime alimentaire des ménages est essentiellement constitué de céréales. Ceci étant, sur une augmentation de 100 F de revenu des ménages, la part allouée toutes céréales confondues représente 33,3% du revenu des ménages au niveau national. Le mil constitue la céréale la plus consommée avec 17,9% de l'augmentation du revenu suivi par le riz (7,8%), le maïs (4,3%) et le sorgho (3,4%).

Ces céréales sont toutes produites localement sauf le riz qui est en grande partie importé, compte tenu de sa production locale insuffisante comparée aux besoins.

Les produits à haute valeur protéinique, comme la viande (5,7% de l'augmentation du revenu), sont beaucoup prisés par nos populations. On note également une consommation élevée des fruits et légumes (3,4% de l'augmentation du revenu), des huiles et autres oléagineux (2,5% de l'augmentation du revenu) et des produits laitiers (2,5% de l'augmentation du revenu).

Il faut préciser que, pour les produits commercialisables comme le lait, dans la plus part des cas il est vendu sur les marchés et les recettes de la vente sont destinées à acheter des produits de grande consommation alimentaire des ménages comme les céréales.

Aussi, les aliments nutritifs tels que le haricot (1,1%) et le poisson (0,2%) sont moins consommés par les ménages. Il y va de même pour certains produits de substitution comme le blé (1,6%) et les racines et tubercules (0,5%).

III.2 Evolution de la part marginale des différents produits par milieu de résidence

La structure alimentaire du milieu urbain fait ressortir une prédominance du riz qui consacre 7,1% de l'augmentation du revenu des ménages par rapport aux autres céréales et produits alimentaires. Ce riz, dont la production locale est faible, est en grande partie importé. Ceci n'est pas sans conséquence sur la disponibilité de ce produit à tout moment et en tout lieu, et voire même son accessibilité aux ménages. Parmi les céréales, on note également une consommation relativement importante du maïs (4,2%) et du blé (3,1%).

Les aliments d'accompagnement comme la viande (6,6% de l'augmentation du revenu) et les fruits et légumes (4,2% de l'augmentation du revenu) occupent une part importante des budgets des ménages urbains.

En milieu rural, parmi les aliments consommés, il n'y a pas de surprise que le mil (22,8% de l'augmentation du revenu) soit prédominant dans la mesure où il est produit localement et constitue le produit de grande consommation des ménages. Il

est suivi par le riz (6,6% de l'augmentation du revenu), le sorgho (4,9% de l'augmentation du revenu) et le maïs (3,7% de l'augmentation du revenu).

Une part importante des budgets des ménages ruraux est destinée à l'achat de la viande (5,4% de l'augmentation du revenu), des fruits et légumes (3,1% de l'augmentation du revenu) et du haricot (seulement 1,1% de l'augmentation du revenu).

Tableau 12 : Part marginale des différents produits par milieu de résidence

Produits	Milieu de résidence		
	Urbain	Rural	National
Riz	7,1%	6,6%	7,8%
Mil	3,5%	22,8%	17,9%
Sorgho	0,3%	4,9%	3,4%
Mais	4,2%	3,7%	4,3%
Blé et dérivés	3,1%	1,2%	1,6%
Haricot	0,6%	1,1%	1,1%
Racines et tubercules	0,7%	0,6%	0,5%
Huile et oléagineux	2,3%	2,3%	2,5%
Fruits et légumes	4,2%	3,1%	3,4%
Viande	6,6%	5,4%	5,7%
Produits laitiers	2,1%	2,7%	2,5%
Poisson	0,3%	0,2%	0,2%
Boissons	0,6%	0,9%	0,8%
Autres dépenses alimentaires	9,1%	11,1%	11,2%
Dépenses non alimentaires	55,3%	33,4%	37,2%

III.3 Part marginale des différents produits par quintile de dépenses totales par tête

Quand on regarde la structure de la consommation alimentaire par catégories des ménages, l'on relève que les 20% des ménages les plus pauvres consacrent 31,49% de l'augmentation de leur revenu à la consommation du mil et 6,97% à celle du sorgho. Le riz occupe 5,84% de l'augmentation du revenu et le maïs 3,43%. Ceci dénote à quel point les ménages pauvres ont une alimentation à base des céréales. Pour équilibrer leur alimentation, cette catégorie des ménages consomment également la viande (4,8% de l'augmentation du revenu) et des produits laitiers (2,93%).

Pour les 20% des ménages les plus riches, une part plus ou moins équitable de l'augmentation du revenu est orientée à l'achat du riz (6,74%) et du mil (6,53%). Le maïs (3,72%) et le blé (2,84%) sont relativement trop utilisés. Ce sont surtout les aliments à base de protéine, comme la viande, qui occupent une part importante de l'augmentation du revenu (7,04%) des ménages des plus riches. On relève également une consommation intensive des fruits et légumes (3,95%) et des huiles et oléagineux (2,28%).

Les produits à haute valeur nutritive sont moins consommés par les 20% des ménages les plus riches. Ce sont les cas des produits laitiers (2,23% de l'augmentation du revenu) et du haricot (0,61%).

Tableau 13 : Part marginale des différents produits par quintile de dépense par tête

Produits	Quintiles				
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5
Riz	5,84%	7,75%	7,32%	7,78%	6,74%
Mil	31,49%	25,68%	21,42%	20,83%	6,53%
Sorgho	6,97%	6,73%	3,45%	-0,90%	-0,46%
Mais	3,43%	1,86%	1,53%	5,11%	3,72%
Blé et dérivés	0,57%	0,48%	0,93%	0,29%	2,84%
Haricot	1,46%	0,91%	1,76%	1,50%	0,61%
Racines et tubercules	0,29%	-0,53%	0,22%	0,20%	0,59%
Huile et oléagineux	2,57%	2,38%	2,73%	1,53%	2,28%
Fruits et légumes	2,06%	1,73%	2,41%	2,60%	3,95%
Viande	4,80%	3,70%	3,41%	6,09%	7,04%
Produits laitiers	2,93%	4,84%	2,75%	1,89%	2,23%
Poisson	0,07%	-0,05%	-0,14%	0,11%	0,32%
Boissons	1,23%	1,19%	0,25%	0,75%	0,68%
Autres dépenses alimentaires	8,86%	6,41%	13,60%	12,69%	9,96%
Dépenses non alimentaires	27,42%	36,91%	38,36%	39,53%	52,98%

III.4 Synthèse

Malgré la volatilité des prix des produits alimentaires de base, l'essentiel de la consommation alimentaire des ménages est tournée vers les céréales de base comme le mil, le riz et le sorgho indépendamment du lieu de résidence ou du statut de pauvreté.

Le riz consommé est principalement importé au détriment des productions locales insuffisantes. Ceci pourrait poser un problème de disponibilité ou d'accessibilité aux ménages surtout en milieu rural.

***Chapitre IV : Analyse de l'insécurité alimentaire
et des inégalités d'accès à l'alimentation***

L'insécurité alimentaire, selon Fewson, est une situation dans laquelle la sous-alimentation, la diminution de la capacité de produire des aliments ou d'obtenir un revenu, et l'augmentation de la prédisposition à la maladie sont le résultat d'une insuffisance alimentaire. Elle s'explique dans une large mesure par le faible niveau de revenus des ménages exposés et les difficultés d'accès aux ressources communautaires de base (le foncier, le capital bétail, l'eau, les activités génératrices de revenus monétaires, etc.). Dans ces conditions, l'accès à l'alimentation demeure une problématique surtout pour les ménages qui sont dans cette situation.

La volatilité accrue des marchés alimentaires a fait ressortir une très grande vulnérabilité des ménages pauvres face au moindre choc supplémentaire : brusque montée des prix, mauvaises récoltes, aléas climatiques.

La chute de la part de l'agriculture dans l'aide publique au développement et dans les priorités des pays en développement a contribué à aggraver la situation.

Toutefois, la flambée des prix de 2007/2008 a ramené la sécurité alimentaire en tête des préoccupations. La crise a mis en évidence le fait que la cause de la faim ne réside pas forcément dans la pénurie de nourriture et que la sécurité alimentaire n'est pas seulement liée à la capacité de produire des aliments en quantité suffisante.

Il importe de renforcer l'offre agricole face à la hausse structurelle de la demande. Mais l'insécurité alimentaire résulte aussi et surtout de problèmes d'accès physique et financier des populations aux aliments et autres produits de base. Autrement dit, elle apparaît quand les populations sont trop pauvres pour couvrir leurs besoins essentiels et quand elles n'ont pas les moyens d'accéder aux marchés et aux réseaux de distribution.

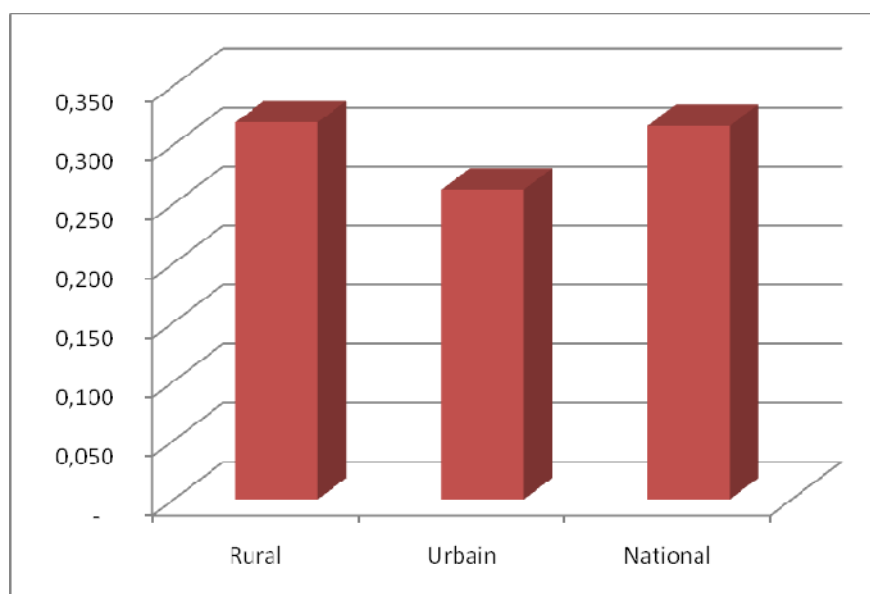
IV.1 Inégalités d'accès à l'alimentation (à partir du Gini coefficient)

Le diagnostic de la situation pour l'élaboration des politiques de réduction de la pauvreté doit être complété par une analyse de la position de tous les individus afin de prendre en compte les disparités dans la distribution des revenus et améliorer le ciblage.

Les indicateurs de pauvreté sont donc insuffisants pour appréhender les conditions de vie des ménages ou des individus dans une perspective de lutte contre la pauvreté et de développement. Une analyse parallèle de l'inégalité au sein du pays s'avère nécessaire.

La présente partie fournit les résultats de l'analyse des inégalités des ménages sur la base des dépenses de consommations alimentaires.

Figure 3 : Inégalités d'accès à l'alimentation par milieu de résidence



A la lecture du graphique ci-dessous, l'on constate que, selon le milieu de résidence, les inégalités d'accès à l'alimentation sont plus prononcées en milieu rural qu'en milieu urbain. Le coefficient de Gini est de 0,32 et 0,26 respectivement.

Le tableau suivant montre les coefficients de Gini selon les régions. A l'aide de ce tableau on remarque que c'est dans la région de Maradi (0,334) que les inégalités d'accès à l'alimentation sont les plus marquées. Elle est suivie par les régions d'Agadez (0,324), Tillabéry (0,315) et Dosso (0,314). Par contre, ces inégalités sont relativement plus supportables dans la région de Tahoua (0,277) et la Communauté Urbaine de Niamey (0,221). Le poids démographique associé au statut de région la plus pauvre contribuerait fortement à une mauvaise répartition des richesses dans la région de Maradi.

Tableau 14 : Indice de Gini des dépenses alimentaires par région

Région	Gini
Agadez	0.324
Maradi	0.334
Dosso	0.314
Tahoua	0.277
Tillabéry	0.315
CU Niamey	0.221
Diffa-Zinder	0.303
National	0.316

IV.2 Analyse de l'insécurité alimentaire monétaire

Le seuil de pauvreté alimentaire est calculé à partir du coût de la consommation quotidienne d'un nombre de Kilocalories qui permet de subsister. Les normes utilisées varient de 1800 à 3000 Kilocalories par personne et en 2005, il a été retenu d'utiliser 2100 Kilocalories. Un panier de biens les plus consommés par les ménages et représentant près de 80% de la consommation alimentaire a été utilisé. La valorisation de ce panier aux prix respectifs des milieux urbain et rural a permis de d'estimer l'incidence de l'insécurité alimentaire monétaire.

Le tableau suivant résume les résultats obtenus :

Tableau 15 : *l'incidence de l'insécurité alimentaire monétaire par milieu de résidence*

Milieu de résidence	Incidence de l'insécurité alimentaire monétaire
Rural	67.8%
Urbain	42.8%
National	63.8%

Dans l'ensemble, plus de six ménages sur dix (63,8%) sont frappés par l'insécurité alimentaire monétaire. Cette insécurité alimentaire monétaire est très marquée en milieu rural (67,8%) comparé au milieu urbain (42,8%). L'incidence de la pauvreté a, quant à elle, été estimée à 62,1% selon le rapport sur le profil de pauvreté. On peut se demander, au regard de ces résultats, qu'il existe des ménages qui sont non pauvres en général mais qui n'affectent pas beaucoup des ressources dans l'alimentation.

IV.3 Insécurité alimentaire vue à travers les bilans alimentaires

- **Evolution du bilan céréalier brut**

L'analyse porte sur la dernière décennie car les liens et/ou les différences entre les décennies ne sont pas évidents. L'analyse longue série montre les mêmes tendances et chaque décennie étant différemment marquée, il ne nous semble pas pertinent de reporter ici les décennies 1981/90 et 1991/2000. Par exemple, l'évolution politique du Niger entre 1991/2000 (Conférence Nationale Souveraine) n'est pas comparable à son évolution entre 1991 et 2000 marquée par la CNS. Il en est de même pour les politiques agricoles.

Tableau 16 : Evolution du bilan céréalier brut de 2001 à 2010

<i>Evolution du Bilan céréalier brut de 2001 à 2010</i>						
Année	Productions (Tonnes)		Population	Besoins en tonnes	Production brute per capita en Kg/hbt	Balance(T)
	Production brute	Production disponible				
2 000/01	2 142 947	1 809 414	10 336 932	2 480 638	207	-671 224
2 001/02	3 109 883	2 626 959	10 616 000	2 547 800	293	79 159
2 002/03	3 338 277	2 820 886	10 902 662	2 616 401	306	204 485
2 003/04	3 575 304	3 026 112	11 796 318	2 830 859	303	195 253
2 004/05	2 747 053	2 317 575	12 162 004	2 918 616	226	-601 040
2 005/06	3 741 315	3 167 762	12 939 504	3 146 650	289	21 112
2 006/07	4 056 262	3 430 347	13 402 736	3 096 032	303	334 315
2 007/08	3 856 812	3 262 591	13 845 026	3 198 201	279	64 390
2 008/09	4 956 915	4 184 792	14 301 913	3 303 742	347	881 050
2 009/10	3 513 540	2 968 025	14 626 346	3 378 686	240	-410 661

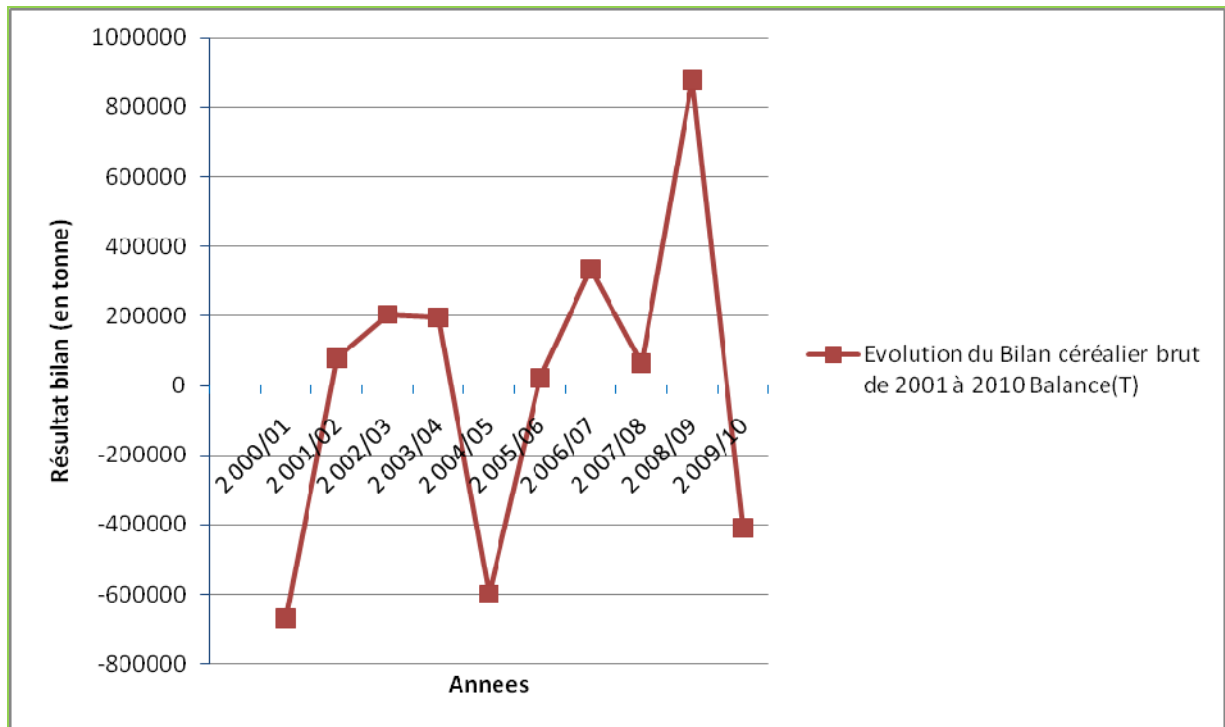
NB: il faut ici rappeler que le bilan céréalier brut est la balnce entre la production disponible (toutes céréales confondues) et les besoins de consommation humaines.

En ce qui concerne les productions, il s'agit des résultats définitifs des campagnes.

L'analyse du tableau et du graphique ci-dessus révèle la situation de déficit céréalier observé au cours des campagnes 2000/01, 2004/05 et 2009/2010. Cela se traduit par l'observation des bilans céréaliers négatifs au cours de ces périodes. Au niveau des campagnes 2001/02, 2005/06 et 2007/08 règne une situation d'équilibre car un léger excédent est observé à ce niveau. Le pic d'attraction au niveau de la campagne 2008/09 fait d'elle une campagne exceptionnelle.

- 3 années déficitaires
- 3 années en équilibre positif précaire
- 4 années excédentaires dont 'année exceptionnelle 2008/2009 avec plus de 800000 tonnes d'excédent brut.

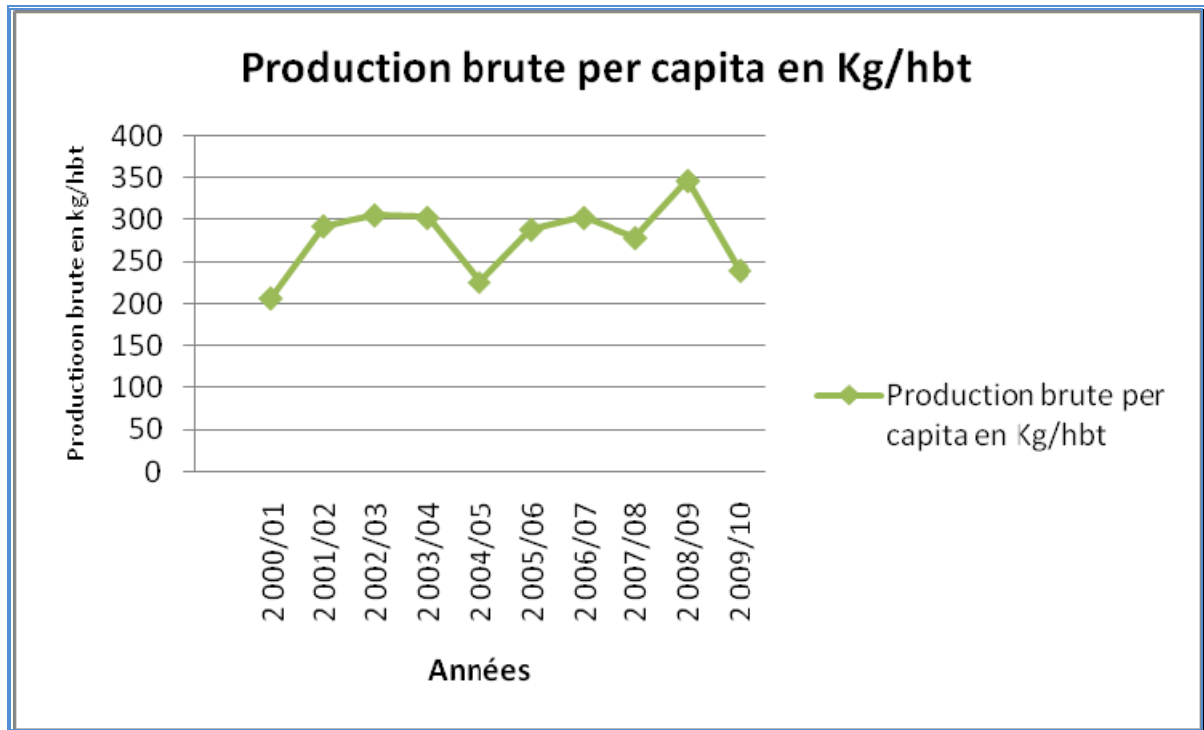
Figure 4 : Evolution du bilan céréalier brut de 2001 à 2010



- **Evolution de la disponibilité céréalière brute per capita de 2000/01 à 2009/10**

L'analyse du graphique montre que la disponibilité brute per capita de céréales a varié entre 200 et 350 kg/pers/an au cours de la décennie qui s'achève. En rappel, les besoins céréaliers pour la consommation humaine sont de 231 kg/pers/an sur la même période. En conséquence, les trois (3) années déficitaires de la décennie contribuent inéluctablement à accumuler la sous alimentation et à creuser le cercle vicieux de la pauvreté. C'est ainsi, la tendance décrite par le bilan céréalier.

Figure 5 : *Production brut per capita en kg/hbt*



Chapitre V : **Analyse de la diversité de la diète**

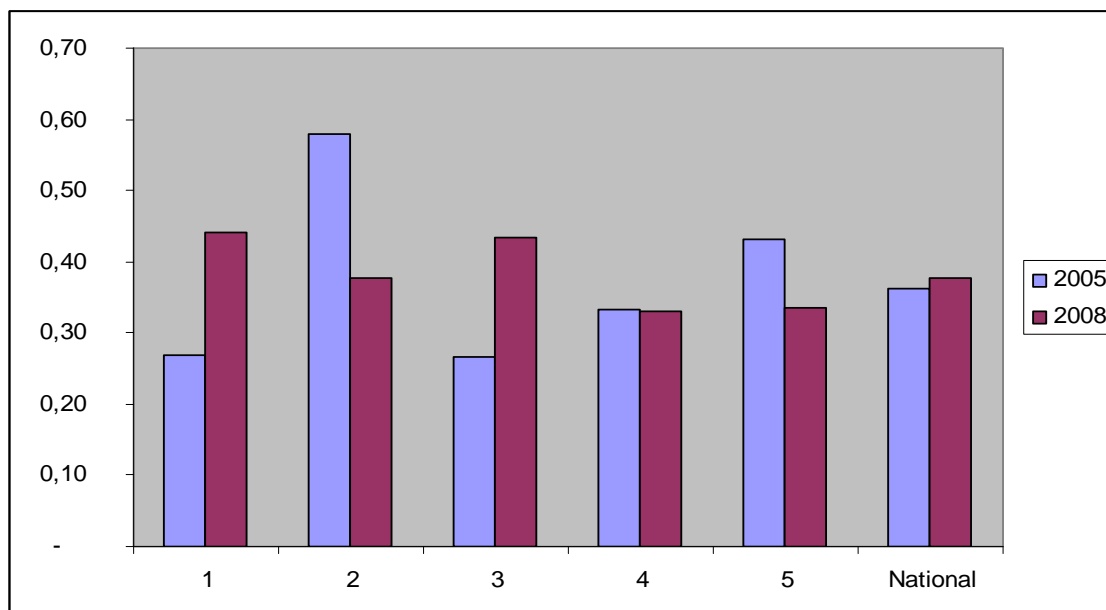
Les variations des régimes alimentaires sont une illustration typique des rapports entre le revenu et la consommation alimentaire. En effet, plus élevé est le revenu par habitant et plus important est l'apport des produits animaux, des oléagineux, des fruits et légumes en tant que substituts aux féculents. Les régimes alimentaires dans nos pays à faible revenu sont en général pauvres en matières grasses, en fruits et légumes. Ces denrées sont les plus chères, mais elles sont également les sources les plus concentrées de beaucoup d'aliments essentiels. La hausse globale des prix a, la plus part du temps, affecté ces types de produits et les aliments de base que sont les céréales.

V.1 Analyse de la diversité des dépenses alimentaires

Selon le milieu de résidence, on constate que l'alimentation est beaucoup plus diversifiée en 2008 qu'en 2005. En milieu urbain, par exemple, le score enregistré est de 40,9% en 2008 contre 43,8% en 2005. La disponibilité des aliments en quantité insuffisante en 2005, suite à la crise alimentaire, a posé un problème d'accès aux ménages quelque soit l'état de leurs portefeuilles. Par contre, la cherté des produits alimentaires en 2008 n'a pas causé une grande influence sur la diversité du régime alimentaire des ménages.

Le graphique ci-après donne une illustration de la diversité alimentaire des ménages par quintile de dépense par tête suivant les périodes de 2005 et 2008.

Figure 6 : Evolution de la diversité des dépenses alimentaires par quintile

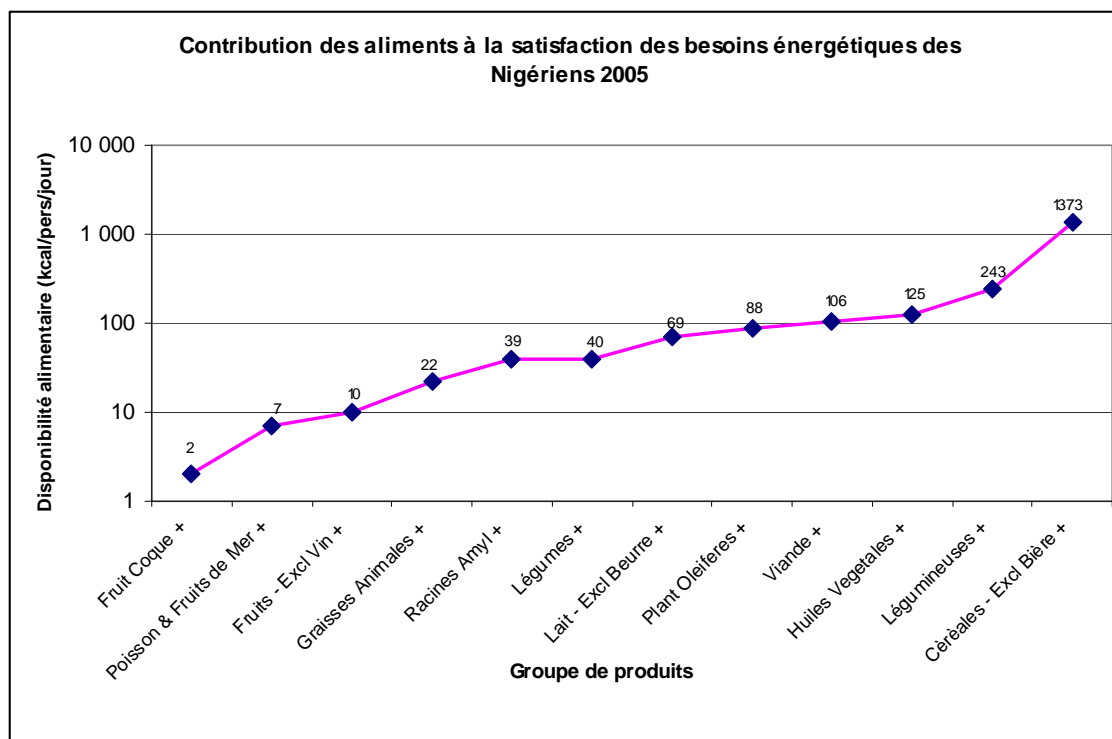


On constate que globalement, il n'existe pas une différence significative dans la diversité du régime alimentaire en 2005 et 2008. Selon les quintiles, par contre, cette différence est beaucoup plus marquée suivant le premier quintile qui regroupe les

20% les plus pauvres en faveur de l'année 2008 et les 20% les plus riches, c'est-à-dire, le cinquième quintile en faveur de l'année 2005. Suivant le deuxième quintile, l'alimentation des ménages est beaucoup plus diversifiée en 2005 qu'en 2008.

V.2 Analyse de la diversité de la consommation alimentaire

Figure 7 : Contributions des différents groupes d'aliments à la satisfaction des besoins énergétiques des nigériens



L'analyse du graphique ci-dessus révèle que les besoins énergétiques du nigérien proviennent essentiellement des céréales, suivies des légumineuses, huiles végétales, viande, lait, légume et racines. Quant aux fruits, poissons et autres graisses animales, leur contribution reste dans une moindre mesure faible.

Figure 8 : Contributions énergétiques (Kcal/personne/jour) – campagne 2006

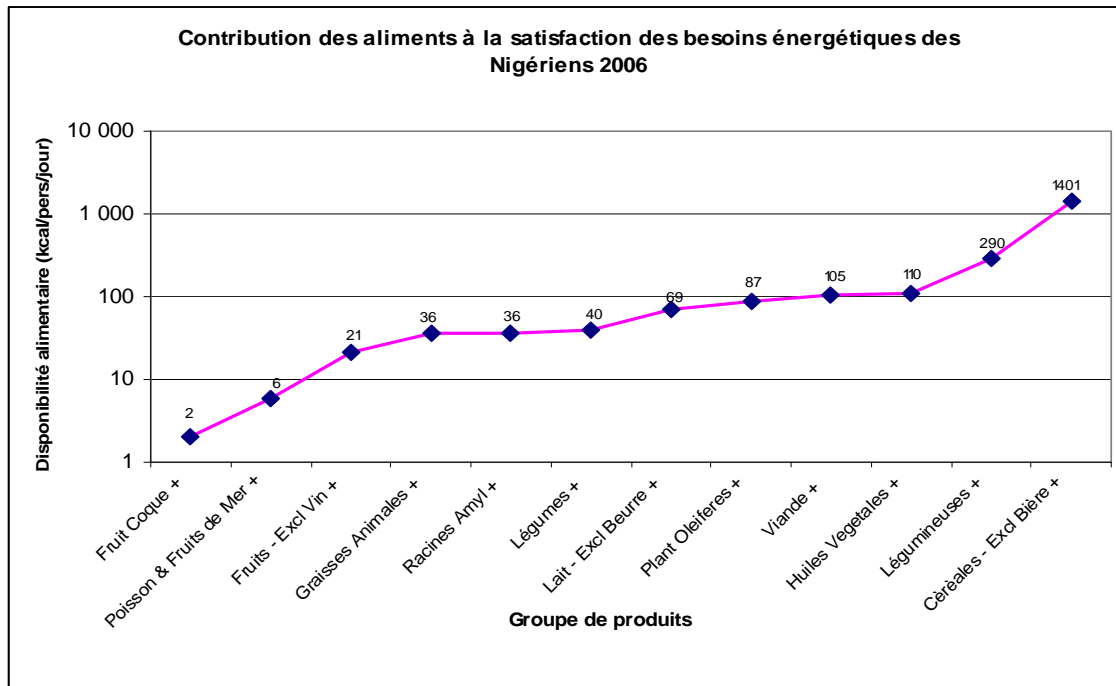


Figure 9 : Contributions énergétiques (Kcal/personne/jour) – campagne 2007

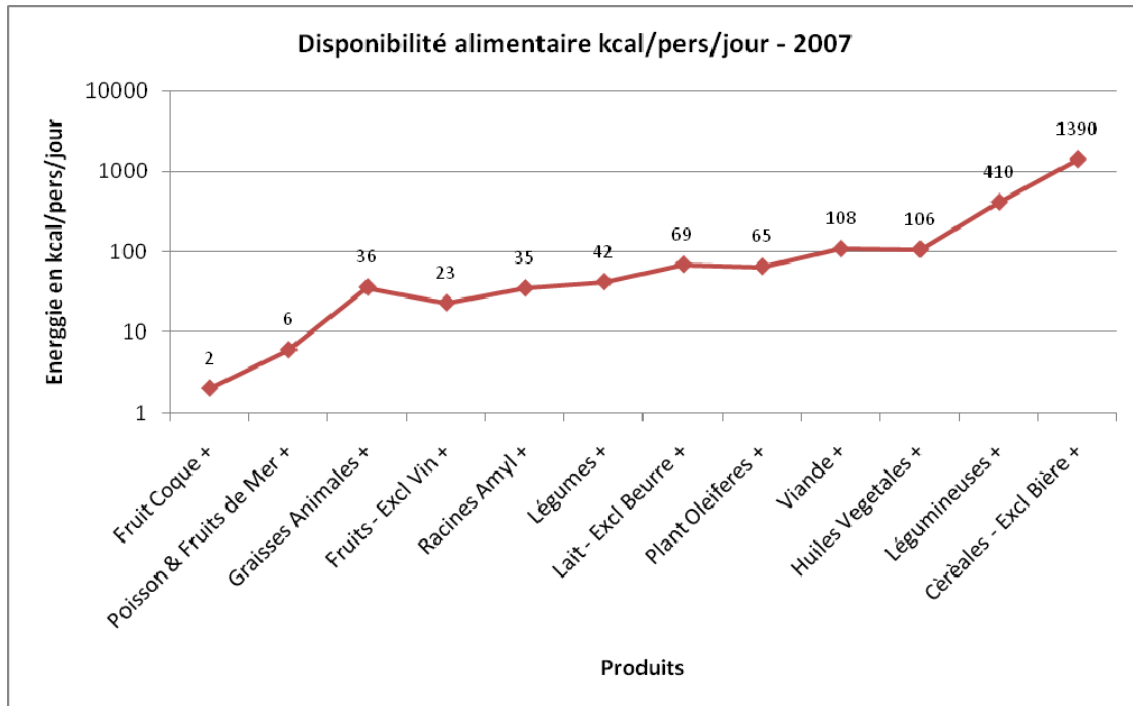


Tableau 17 : Contributions énergétiques (Kcal/personne/jour) comparaison

produit	Disponibilité alimentaire (Kcal/personne/jour)				
	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010
Céréales - Excl Bière +	1373	1401	1390	2261	1659
Racines Amyl +	39	36	35	60	44
Légumineuses +	243	290	410	512	376
Plant Oleiferes +	88	87	65	130	96
Huiles Vegetales +	125	110	106	185	136
Légumes +	40	40	42	66	49
Fruits - Excl Vin +	22	21	23	36	26
Viande +	106	105	108	173	127
Graisses Animales +	10	36	36	45	33
Lait - Excl Beurre +	69	69	69	112	82

Figure 10 : Disponibilité alimentaire

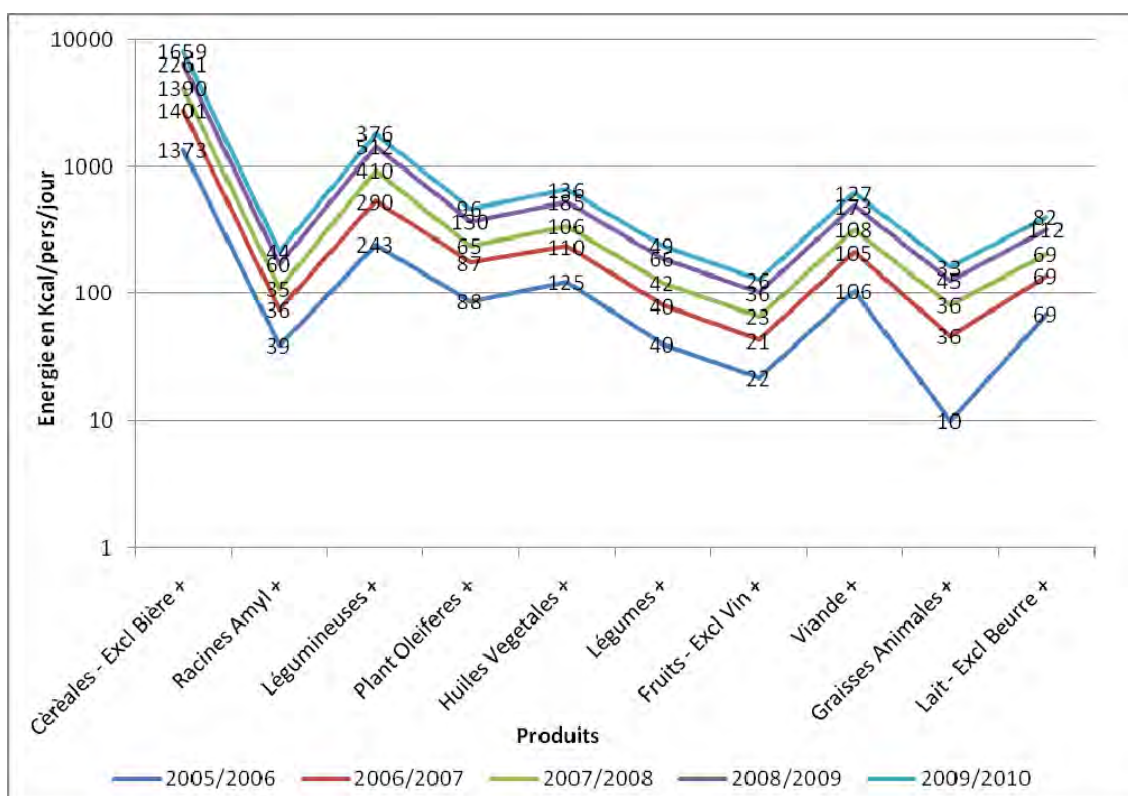
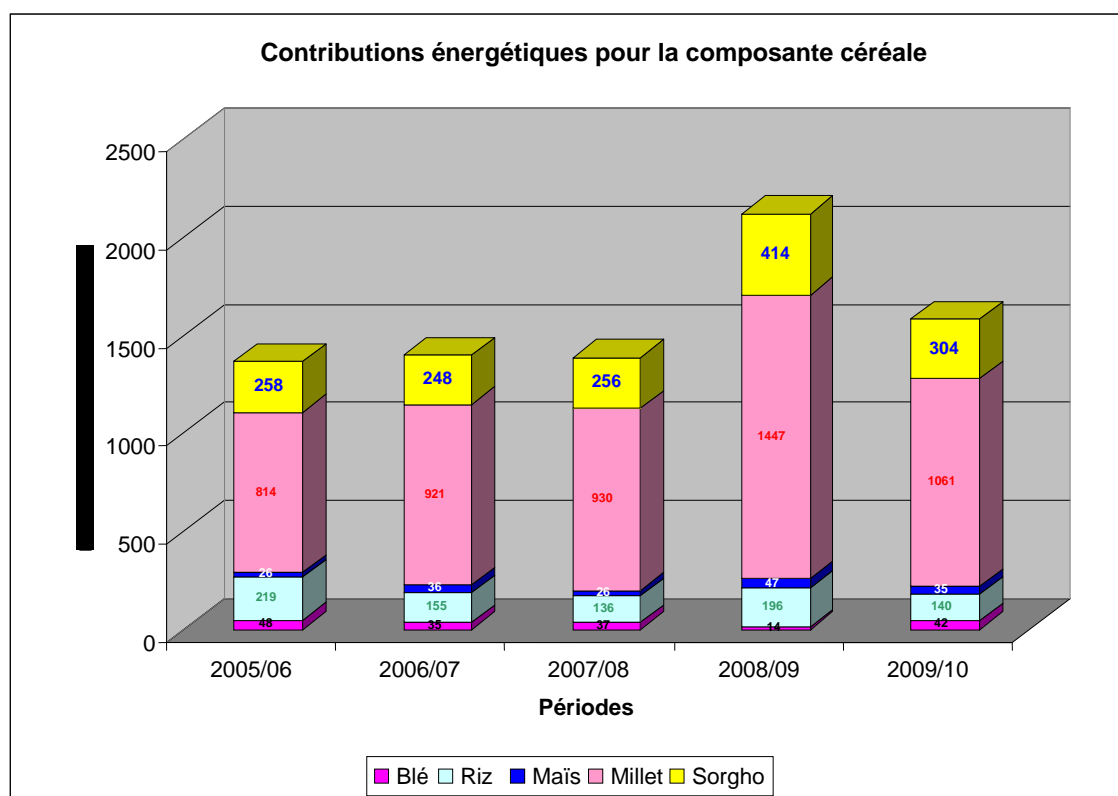


Tableau 18 : Analyse de la contribution énergétique (Kcal/personne/jour) – pour la composante céréale

produit	Disponibilité alimentaire (Kcal/personne/jour)				
	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
Blé	48	35	37	14	42
Riz	219	155	136	196	140
Maïs	26	36	26	47	35
Millet	814	921	930	1447	1061
Sorgho	258	248	256	414	304

Figure 11 : Contribution énergétiques pour la composante céréale



La lecture du graphique ci-dessus permet de réaliser que le mil reste leader devant les autres céréales en procurant les quantités énergétiques les plus importantes représentant respectivement 59,6%, 66% et 67% du total des potentialités calorifiques de l'ensemble de la composante céréale pour les périodes 2005, 2006 et 2007. La participation du sorgho et du maïs reste non négligeable (plus de 10%). Quant aux riz, blé et les autres céréales, leur participation reste négligeable.

Tableau 19 : Evolution de la composition de la diète des nigériens (en %)

Evolution de la Composition de la diète des nigériens (En pourcentage)				
	Disponibilités énergétiques	Protides	Lipides	Glucides
2005/2006	2245	12,29	19,73	67,97
2006/2007	2297	12,63	18,89	68,48
2007/2008	2376	13,47	17,63	68,90
2008/2009	3165	13,52	19,75	66,73
2009/2010	2323	13,47	19,72	66,81
Moyenne	2481,2	13,11	19,18	67,71

Commentaires : l'analyse de la composition moyenne de la diète fait ressortir les taux suivants :

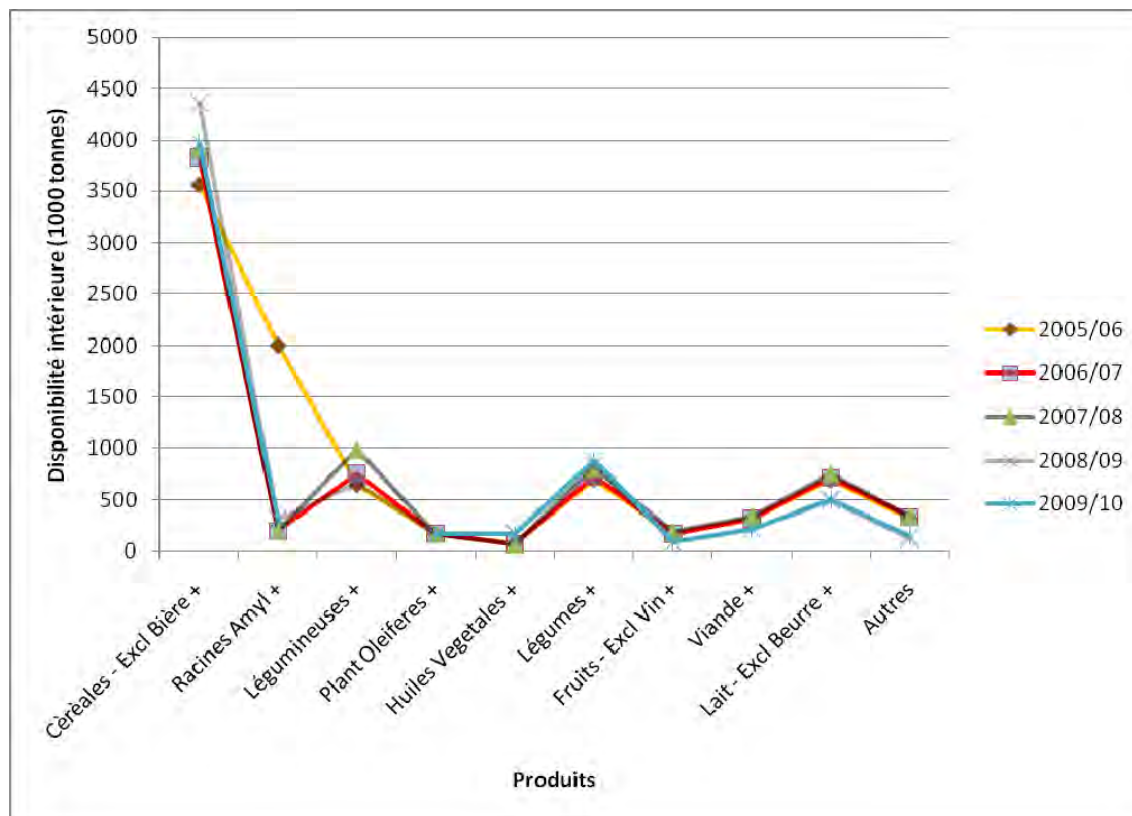
- **13% pour les protides** ou protéines qui sont les éléments bâtisseurs de l'organisme, ce qui est inclus dans l'intervalle requis pour une alimentation optimale qui est de 11% à 15% ;
- **19% pour les lipides** ou matières grasses ou grasses qui constituent une réserve d'énergie pour le long terme indispensable à l'entretien du système cardiovasculaire et du cerveau. Comme on peut aisément le relever, les nigériens sont sous alimentés de ce point de vue puisque la norme se situe entre 30% et 35% ;
- **68% pour les glucides** ou sucres qui constituent la réserve d'énergie facilement disponible pour l'organisme. Ici, on constate une suralimentation puisque l'alimentation optimale recommande un taux de glucides compris entre 50% et 55%.

En définitive, la diète du nigérien moyen est déséquilibrée. Ce déséquilibre est très prononcé pour les lipides (20% environ contre 30% à 35% requis).

**Chapitre VI : Analyse des sources
d'approvisionnements des disponibilités
alimentaires et de leurs utilisations**

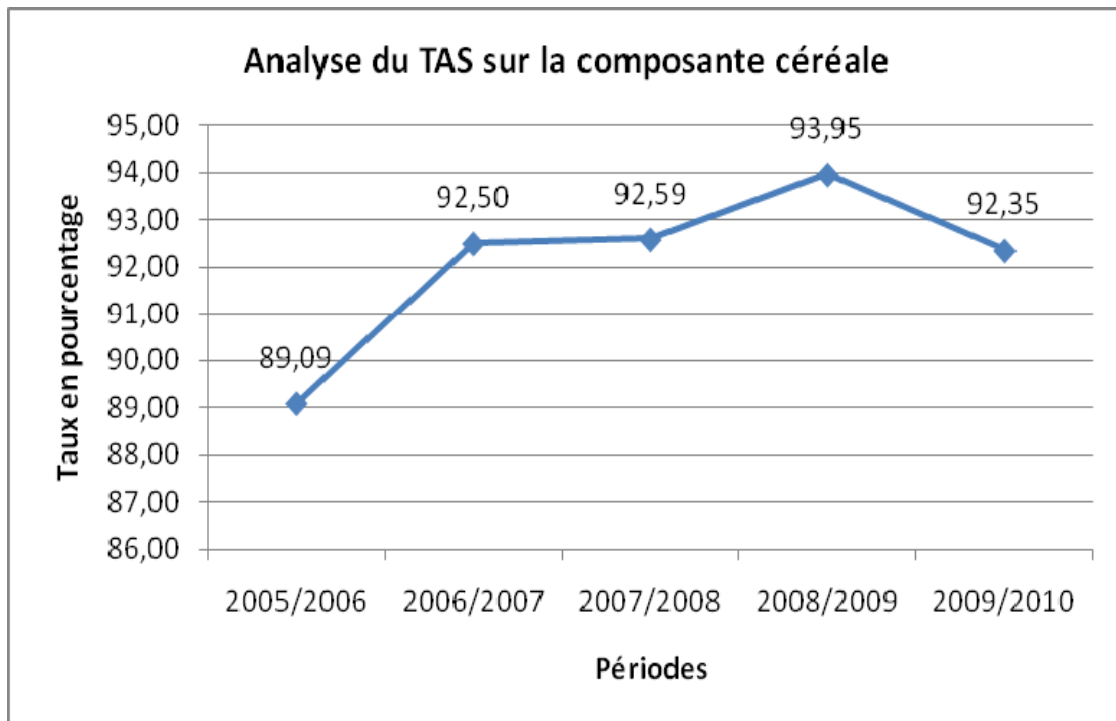
VI. Analyse des sources d'approvisionnements des disponibilités alimentaires et de leurs utilisations

Figure 12 : Evolutions des bilans alimentaires du Niger

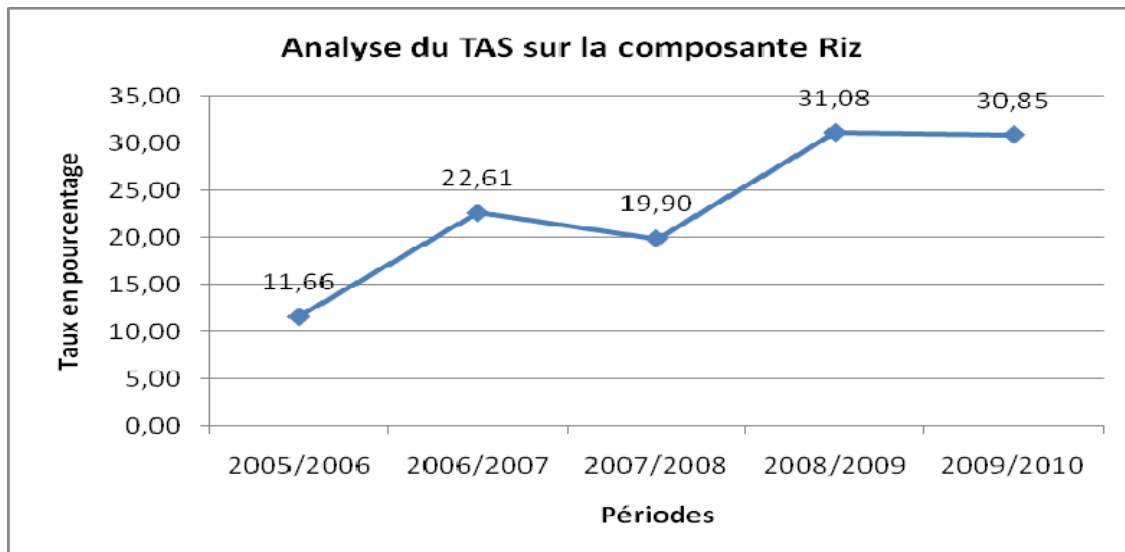


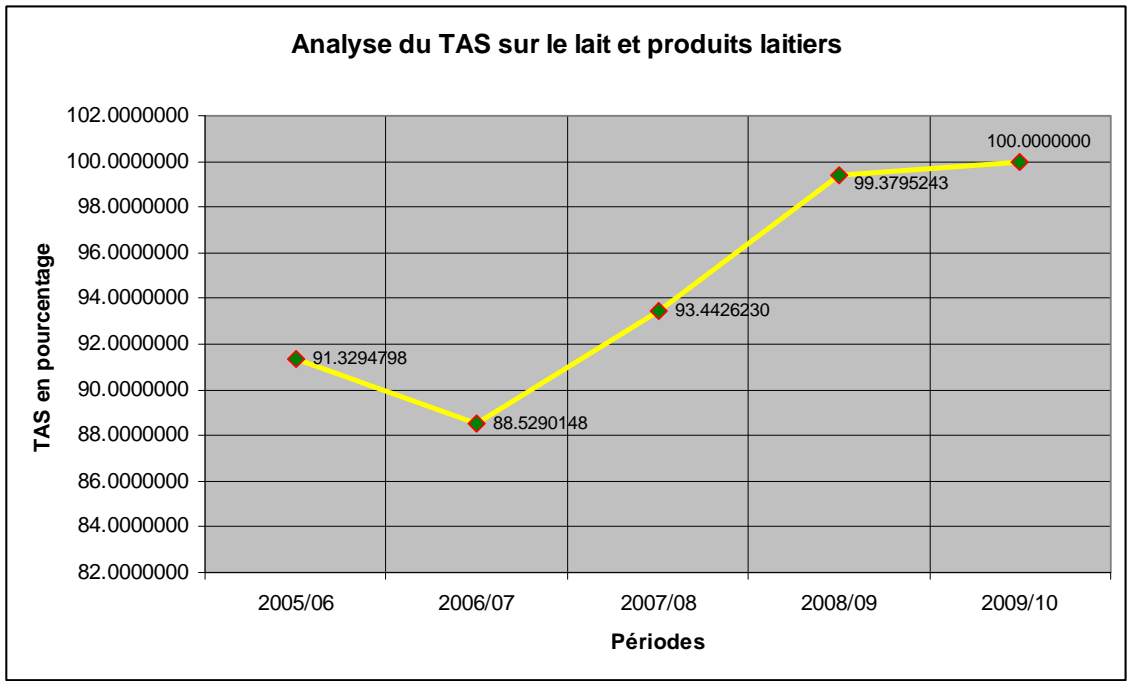
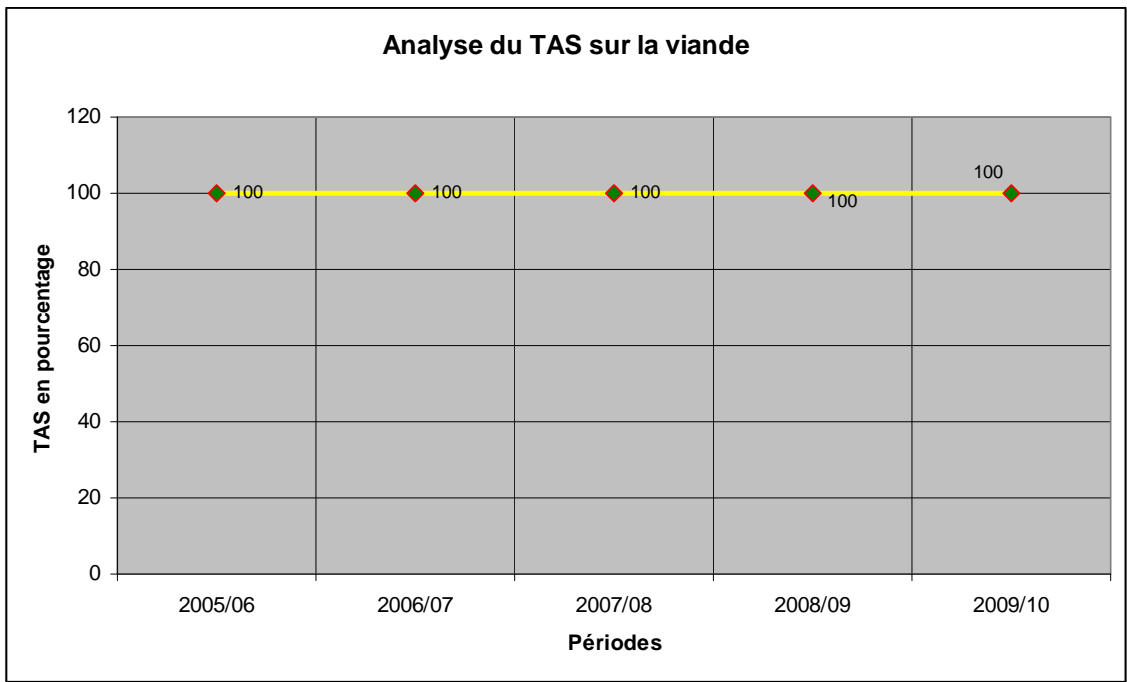
La lecture du graphique ci-dessus révèle que les différents bilans alimentaires sont quantitativement agrémentés essentiellement par la composante céréale. On constate cependant qu'au cours des campagnes 2005/06, 2009/10 que la disponibilité de cette céréale n'a pas été à la hauteur des attentes entraînant du coup la situation d'insécurité alimentaire connue de tous. Cette situation a conduit en 2005 la population à la pratique de l'horticulture justifiant ainsi la forte disponibilité de la composante racine. Quant aux fruits, huile végétale et autres plantes oléifères, leur contribution reste toujours faible.

Figure 13 : Evolution du taux d'autosuffisance alimentaire par groupe de produit

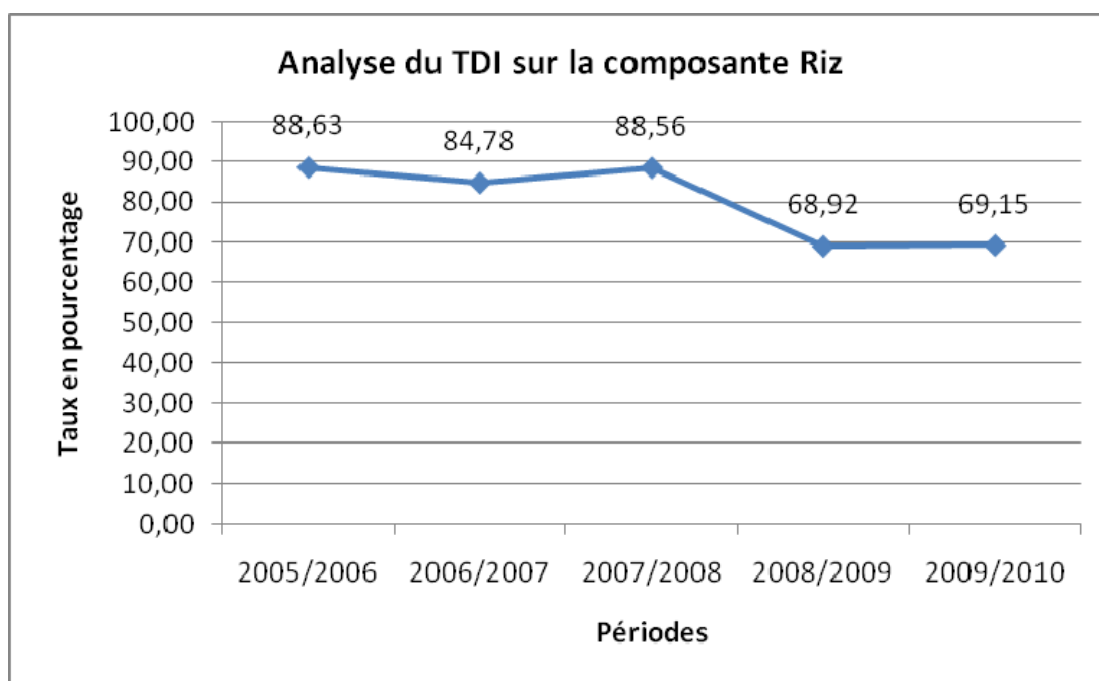
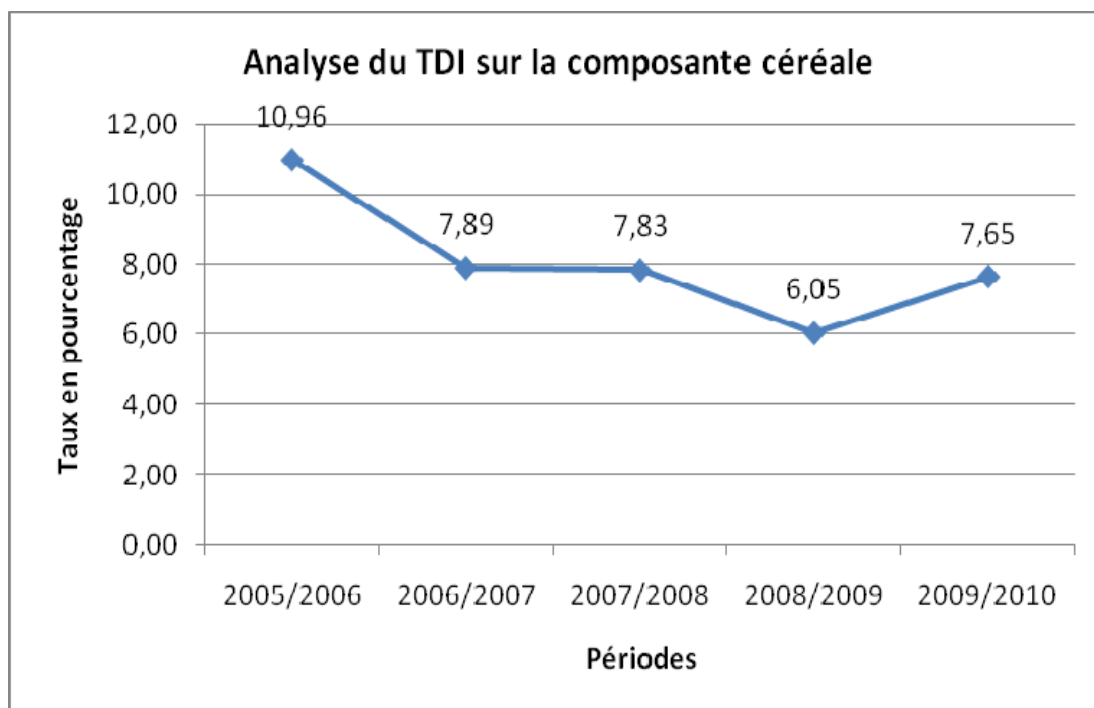


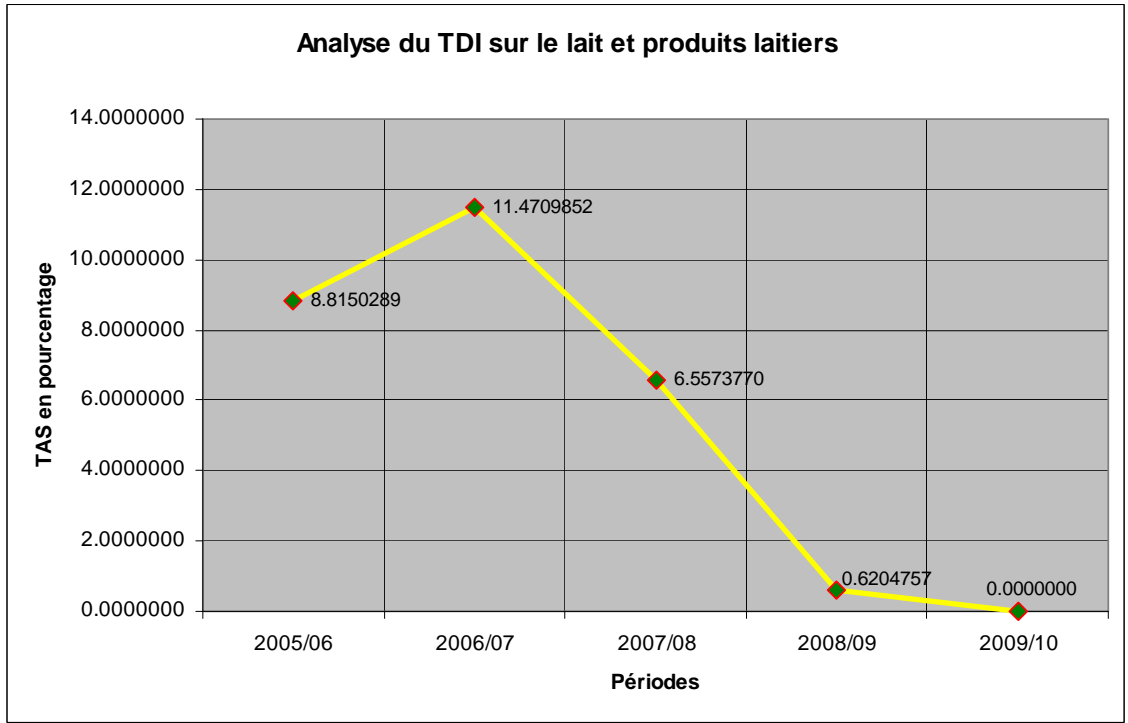
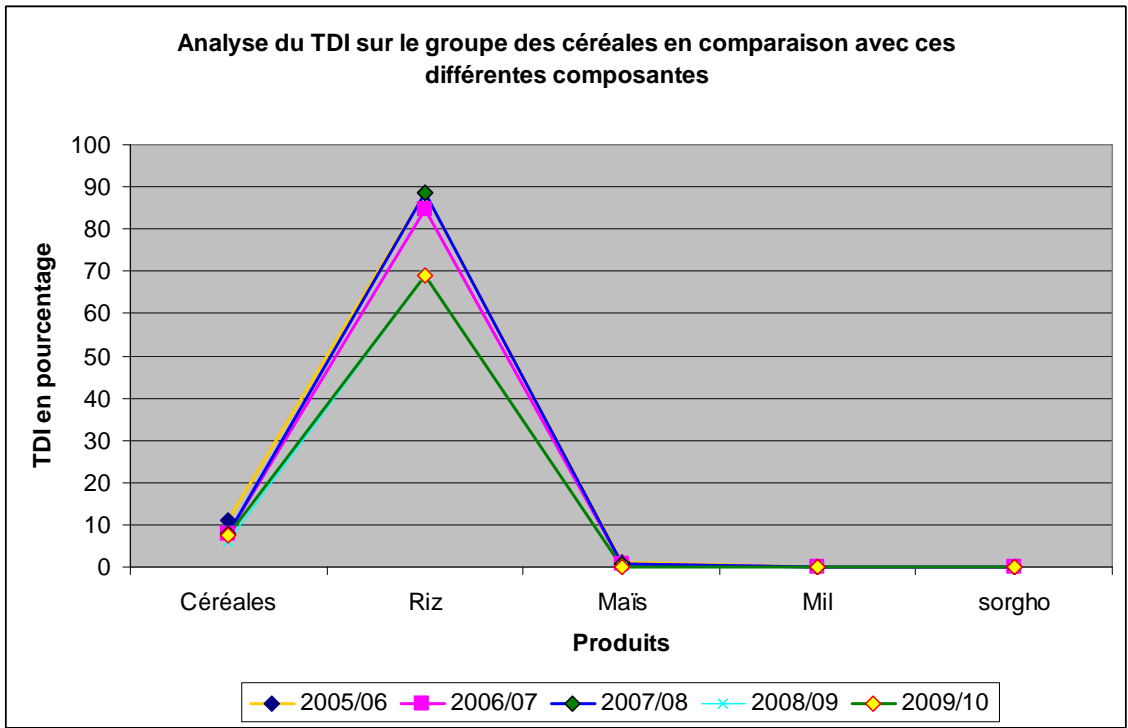
L'analyse du TAS est fonction du volume de la production, des importation et exportation. Tout ce phénomène est tributaire des alternances des périodes tantôt déficitaires, tantôt excédentaires ou stationnaires. Le graphique ci-dessus montre que le TAS au niveau de l'année 2008/2009 reste le plus élevé. L'année 2005/06 quant à elle, affiche une situation nettement différente car la production céréalière reste en deçà de la normale.





VI.2. Evolution du taux de dépendance aux importations sur la composante céréale





VI.3. Evolution de la part de l'alimentation animale dans les disponibilités totales

Tableau 20 : Evolution de la part de l'alimentation animale dans les disponibilités totales en pourcentage

	Céréales	Légumineuses
2004/2005	12.7911275	19.61325967
2005/2006	14.1408605	16.61184211
2006/2007	13.9221557	13.89270977
2007/2008	13.9753991	9.853658537

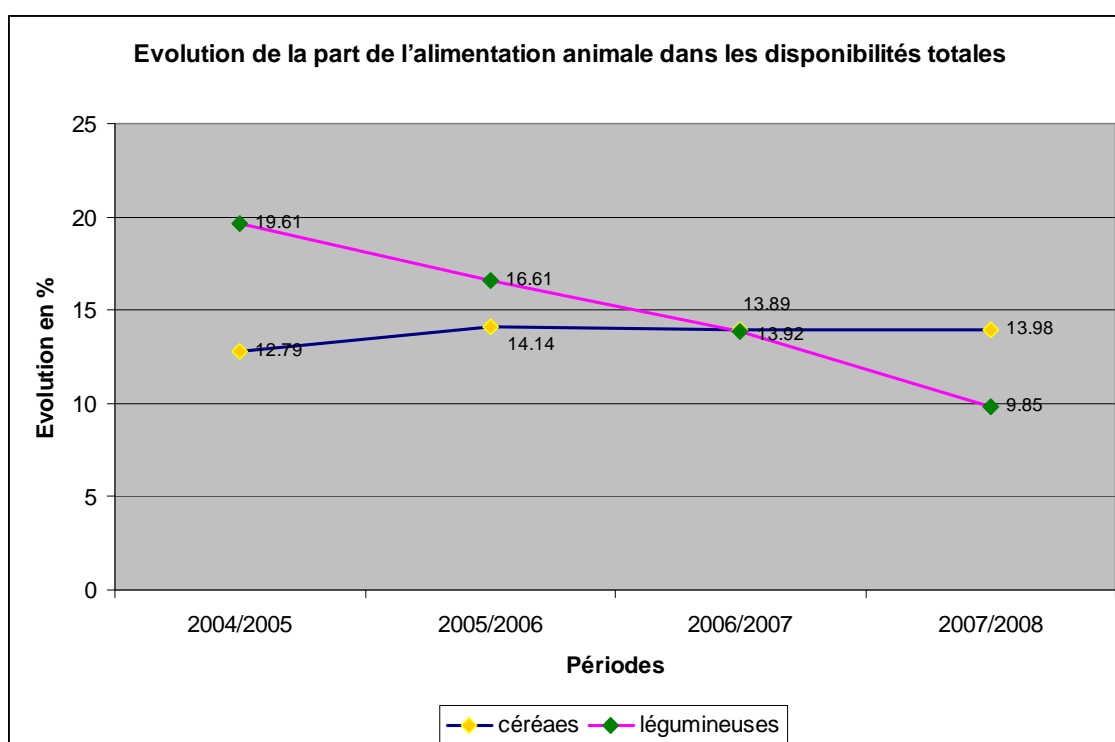
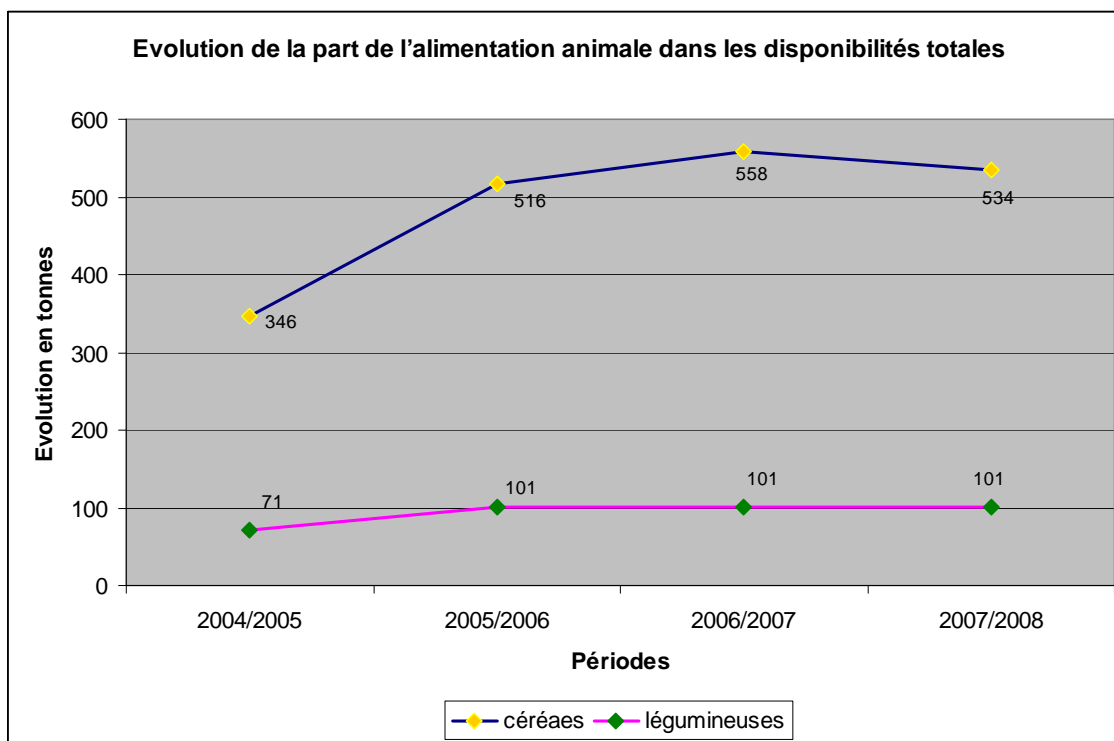


Tableau 21 : Evolution de la part de l'alimentation animale dans les disponibilités totales en valeur absolue

	Céréales	Légumineuses
2004/2005	346	71
2005/2006	516	101
2006/2007	558	101
2007/2008	534	101

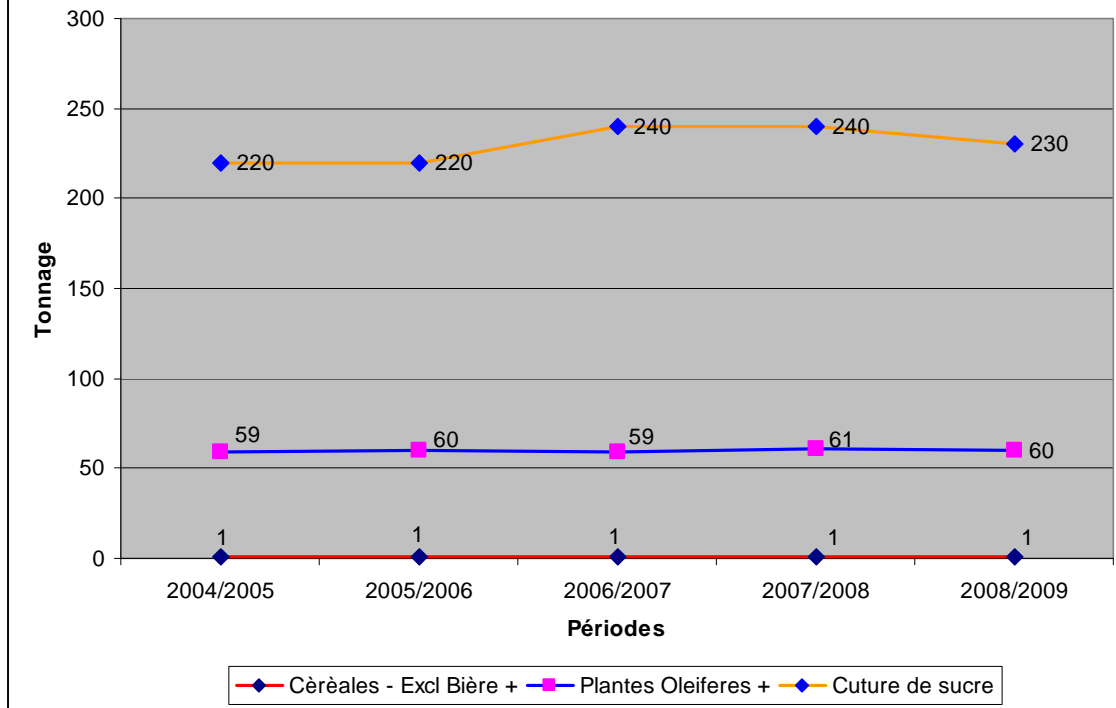


VI.4. Evolution de la part de la transformation dans les disponibilités totales

Tableau 22 : Evolution de la part de la transformation dans les disponibilités totales

produit	Transformation alimentaire (1000 tonnes)				
	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009
Céréales - Excl Bière +	1	1	1	1	1
Plantes Oléifères +	59	60	59	61	60
Culture de sucre	220	220	240	240	230

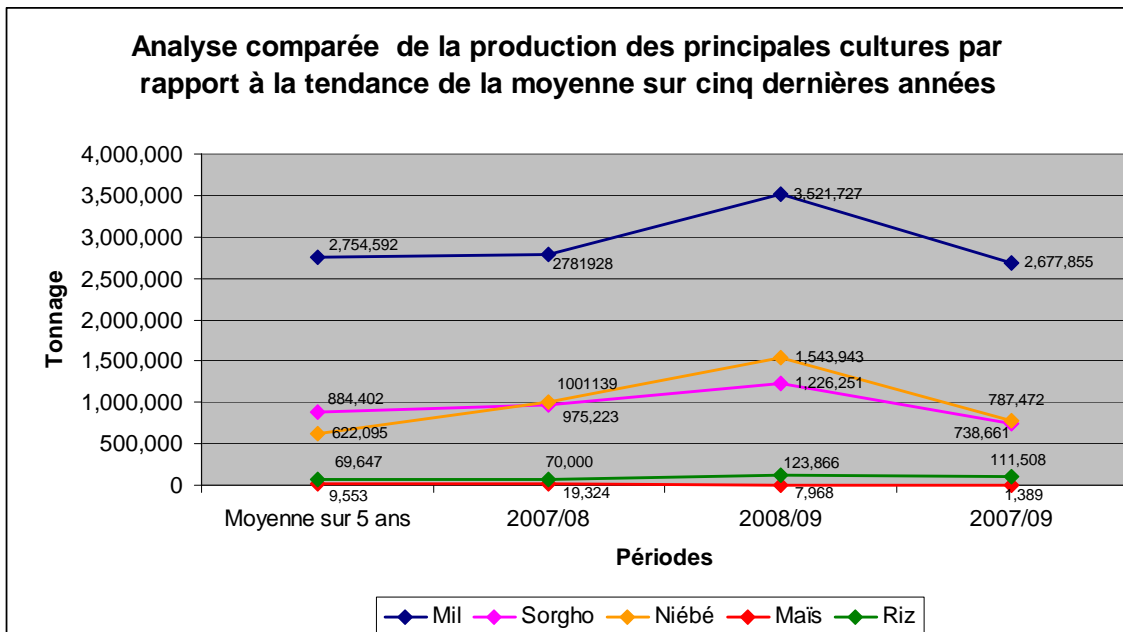
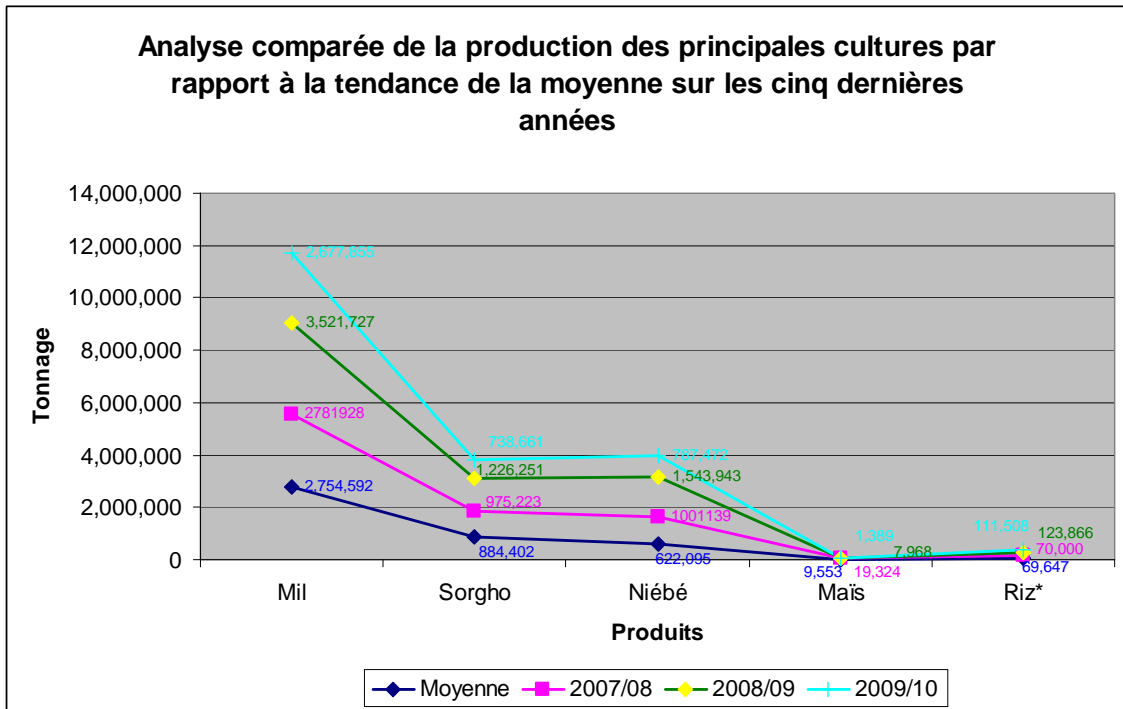
Evolution de la part de la transformation dans les disponibilités totales



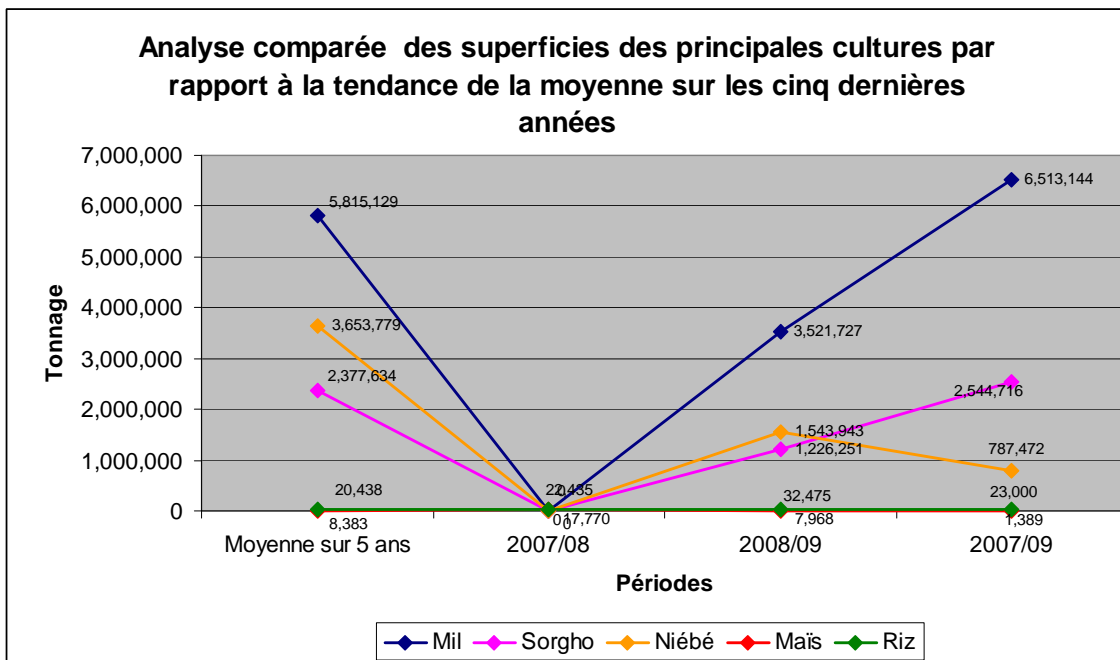
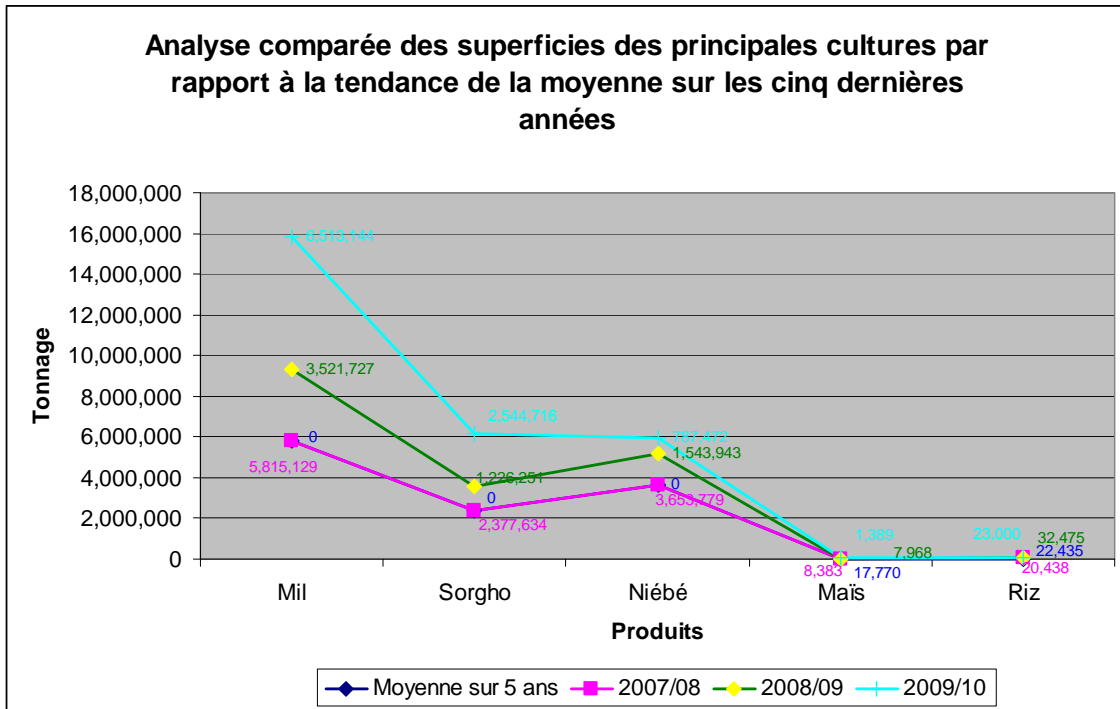
Chapitre VII : Analyse de l'évolution des productions alimentaires et des prix des principales denrées alimentaires depuis la crise de 2007/2008

VII.1. Evolution de la production

- Productions alimentaires



- Evolution des superficies des principales spéculations



Interventions publiques suite à la crise des prix des produits alimentaires

Devant le tollé que suscite la flambée des prix, les autorités nigériennes ont décidé la mise en place d'un groupe de travail chargé d'analyser les tendances et de faire des propositions de mesures immédiates à prendre pour l'atténuation de ces effets, et de celles à court et moyen termes en vue d'y apporter des solutions plus durables.

Actions conduites dans le cadre du Plan de soutien

Le Plan de soutien est articulé autour de stratégies proposées en fonction des spécificités des zones et du degré de vulnérabilité. Le Cash for work va toucher environ 50 000 ménages des zones vulnérables qui bénéficieront d'un montant de 60 000 FCFA par ménage. Il concernera en priorité des actions à effet structurant tels que la création/sur creusage et/ou aménagement de mares, la petite irrigation, la réhabilitation de pistes rurales, la lutte contre le ravinement, la confection de seuils d'épandage, la réalisation de banquettes, etc.

Pour augmenter la disponibilité céréalière dans les zones vulnérables, il est prévu le renforcement de 200 banques céréalières existantes et la création de 500 nouvelles banques céréalières pour une quantité totale de 6 000 tonnes. Ces créations de banques céréalières pourront être couplées avec l'opération de « cash for work ».

Des opérations de vente de céréales à prix modéré qui sont déjà en cours dans les zones moyennement vulnérables dès mars 2008, avec 45 000 tonnes qui seront injectées en trois phases de 15 000 tonnes chacune en mars, mai et juillet 2008.

Pour les personnes en insécurité alimentaire sévère et lorsque les circonstances l'exigent, sur la base de résultats d'enquêtes rapides conjointes ou d'informations avérées, des distributions gratuites ciblées sont envisagées. Cette opération est prévue avoir lieu en juillet-août (soudure) en une seule phase avec 20.000 tonnes.

Dans son volet nutritionnel, le programme prévoit également la poursuite des actions de réhabilitation et de protection nutritionnelles pour les enfants malnutris et les femmes enceintes et allaitantes.

En outre, dans son volet restauration de l'environnement, le Programme spécial du Président de la République va injecter la somme de Sept cent vingt huit millions (728 000 000) de francs CFA afin de rémunérer la main d'œuvre pour la récupération de 5 100 hectares de terres dégradées, 1 830 ha de fixation de dunes et 300 ha de lutte contre les plantes envahissantes.

Mesures sur le plan agricole

Productions Végétales

*** Actions immédiates**

Il s'agira dans un premier temps de mettre l'accent sur les actions immédiates à mettre en œuvre pour l'accroissement des productions vivrières, notamment les céréales vivrières (mil, maïs, sorgho, blé) et les racines et tubercules (manioc, patate douce, pomme de terre) par :

- le renforcement des stocks d'intrants au niveau des aménagements hydro agricoles (AHA) ;
- la sensibilisation des producteurs au niveau des AHA ;
- le développement de la production du manioc, de la patate douce et de la pomme de terre sur les surfaces de décrue ;
- la réhabilitation des réseaux d'irrigation sur les AHA ;
- l'appui à la campagne pluviale 2008-2009.

En effet, la production céréalière affiche une croissance modeste de l'ordre de 1,6% par an, en grande partie due à la mise en exploitation des terres marginales et au raccourcissement voir la disparition des périodes de jachère préjudiciable à la restauration de la fertilité sols. Il apparaît ainsi clairement que les premières actions à mettre en œuvre sont celles qui vont permettre d'améliorer la productivité de l'agriculture et d'intensifier la production vivrière.

*** Actions à moyen terme**

Elles doivent permettre de résoudre de manière durable les problèmes d'insécurité alimentaire en améliorant la production alimentaire locale, et en favorisant le développement des complémentarités régionales à travers :

- l'accroissement des investissements dans le domaine des infrastructures d'irrigation, de transformation, de conservation et de communication ;
- l'adaptation des systèmes de production des cultures sèches par la mise à disposition des producteurs de semences améliorées, la constitution de stocks d'intrants, le développement de la culture attelée ;
- le développement de la production de l'arachide et du voandzou ;
- la promotion de la transformation et de la consommation du niébé qui est très nutritif (riche en protéines) ce qui lui confère un caractère vivrier et d'aliment d'appoint.

Le coût global de ces actions sans la prise en compte du programme d'actions prioritaires (dont les détails des coûts sont donnés en annexe) est de 22,5 milliards FCFA, décomposés comme suit :

- renforcement des stocks d'intrants pour 3 milliards fcfa ;
- mécanisation de l'agriculture pour 1, 5 milliards fcfa ;
- appui-conseil aux producteurs pour 500 millions fcfa ;
- promotion d'un système endogène de suivi/évaluation pour 1 milliard fcfa ;
- promotion des unités de transformation pour 1, 5 milliards fcfa ;
- achat et mise à disposition d'engrais pour 10 milliards fca ;
- redynamisation du système de crédit agricole.

A cela s'ajoute un programme semencier dont la fiche d'identification du projet a été soumise à la coopération technique Belge, pour un montant de 5 milliards FCFA.

Productions Animales

Malgré un important potentiel laitier au regard des effectifs du cheptel, le Niger fait recours à de massives importations de la poudre de lait pour combler le déficit de la production nationale par rapport à la demande en lait

En 2005, le Niger a importé des produits laitiers pour près de 9 109 000 000 francs CFA (source: DSE/PA/MRA). Cette forte importation s'explique par la faiblesse de la production locale, la forte demande liée à l'accroissement démographique et à la forte urbanisation (taux d'urbanisation de 17,6 % en 2005), ainsi que l'absence d'un système adéquat de collecte de lait cru. La hausse actuelle du prix du lait en poudre sur le marché international est une conséquence de la suppression des subventions à la production et à l'exportation des produits laitiers programmée par la Nouvelle Politique Agricole Commune de l'Union Européenne.

A la longue, cette hausse menace la compétitivité de nos industries laitières et l'équilibre nutritionnel des populations, habituées à consommer des produits laitiers importés.

Pour prévenir de telles menaces, le Gouvernement a entamé une large concertation de tous les acteurs de la filière afin de proposer des solutions à court, moyen et long terme. Ceux-ci sont invités à conjuguer leurs énergies pour trouver des solutions appropriées : promouvoir et rendre compétitive la production laitière locale et être moins dépendant du marché international.

L'élaboration en cours du Projet Intégré de Développement de l'Élevage (PIDEL) s'inscrit dans le cadre du Programme 12 de la Stratégie de Développement Rural qu'il vise à opérationnaliser.

L'objectif spécifique affiché du programme est l'augmentation de la production laitière à travers l'amélioration de l'alimentation du cheptel, la maîtrise des maladies, la dynamisation de la recherche, mais aussi par l'amélioration du fonctionnement de la filière lait, à travers le renforcement de l'environnement institutionnel et la levée des goulots d'étranglement en aval (normes, collecte, financement, renforcement des capacités).

L'amélioration de l'Environnement Institutionnel et Financier de la filière lait constitue l'élément fondateur pour le développement durable de la filière ; et pour rendre l'environnement favorable à la filière, les actions envisagées sont :

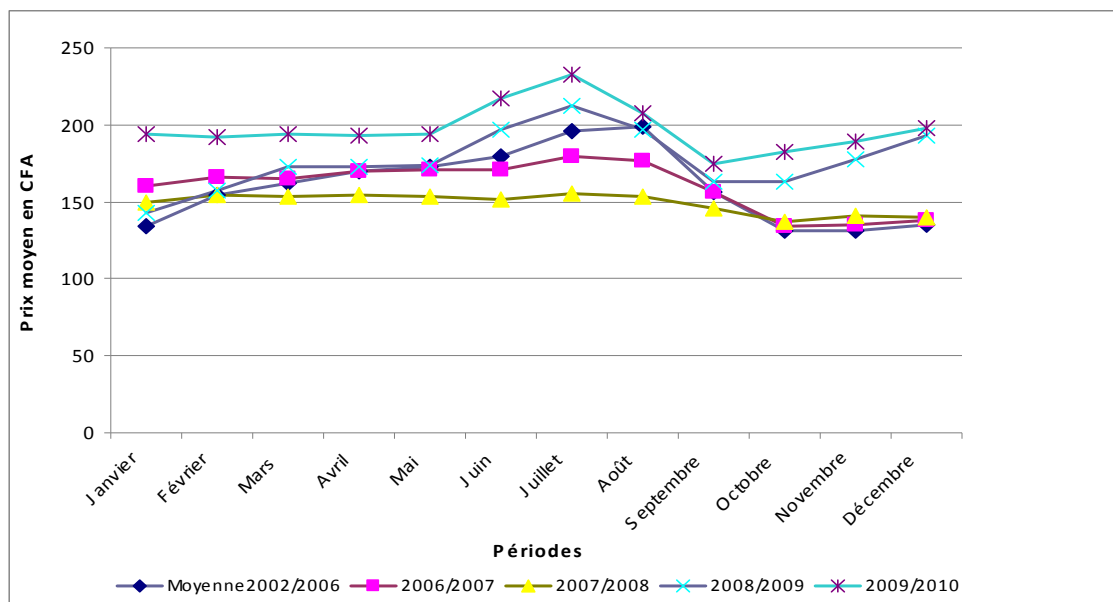
- l'adoption et application de mesures incitatives pour la production locale
- l'amélioration du système de collecte de lait cru
- le renforcement des capacités des producteurs
- le financement des acteurs de la filière.

Le coût global du Projet Intégré de Développement de l'Élevage (PIDEL) s'élève à 45 938 944 000 F CFA.

VII.2. Evolution des prix des produits alimentaires

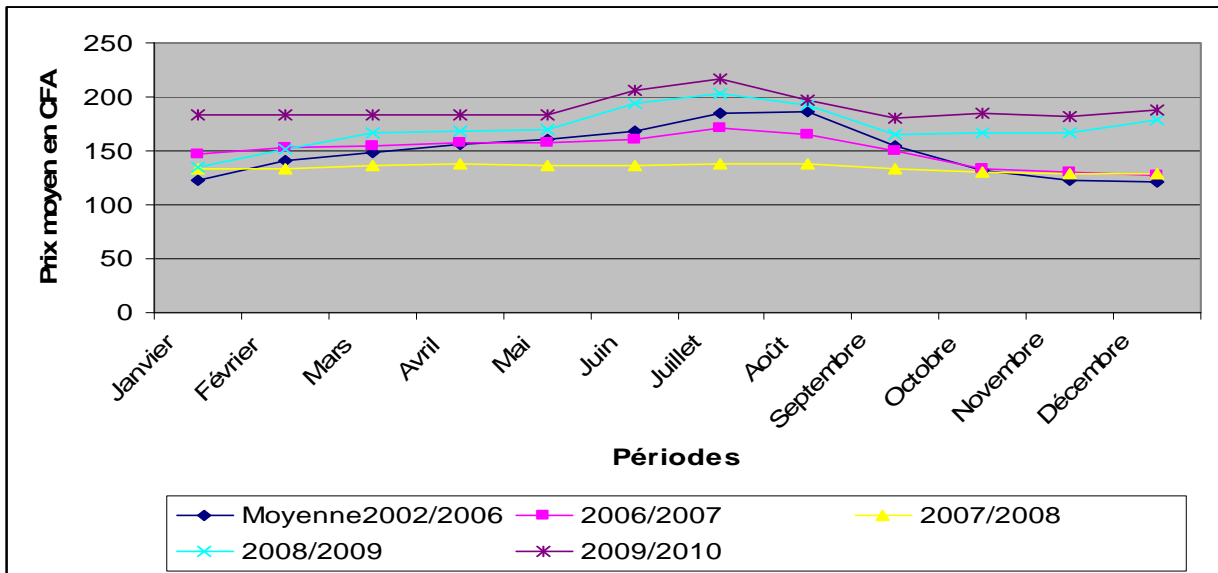
Analyse des prix au consommateur des principales céréales et du niébé : comparaison par rapport au prix moyens des années antérieures

Cas du Mil



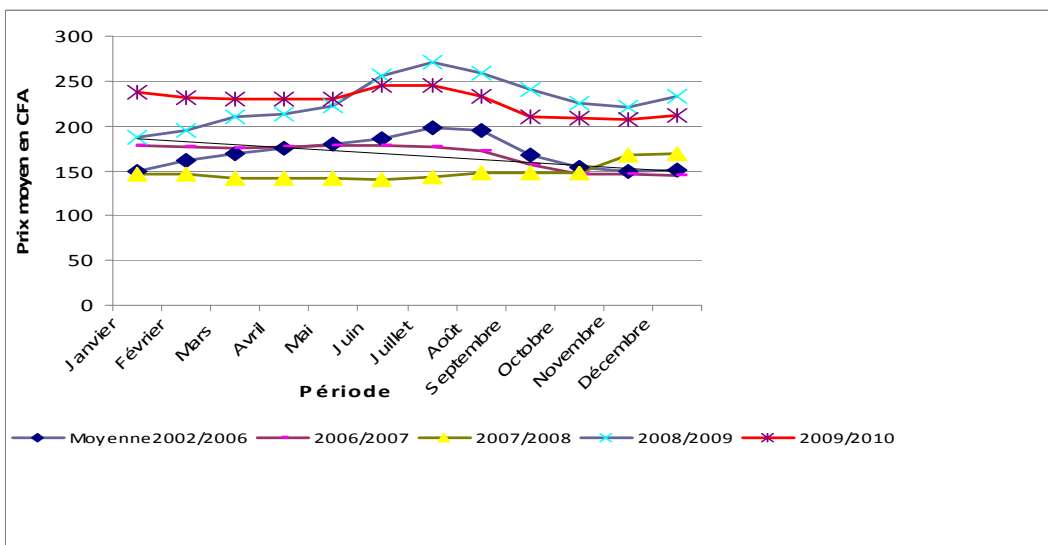
Le graphique ci-dessus nous présente une situation de stabilité généralisée des prix du mil au cours des mois de janvier à mai. On constate en outre que pendant les périodes 2006/07 et 2007/08, les prix du mil sont inférieurs à la moyenne sur les cinq ans. La période 2007/08 a connu une baisse du prix de mil record à l'inverse de 2009/10 où les prix ont connu une hausse inégalée.

Cas du Sorgho

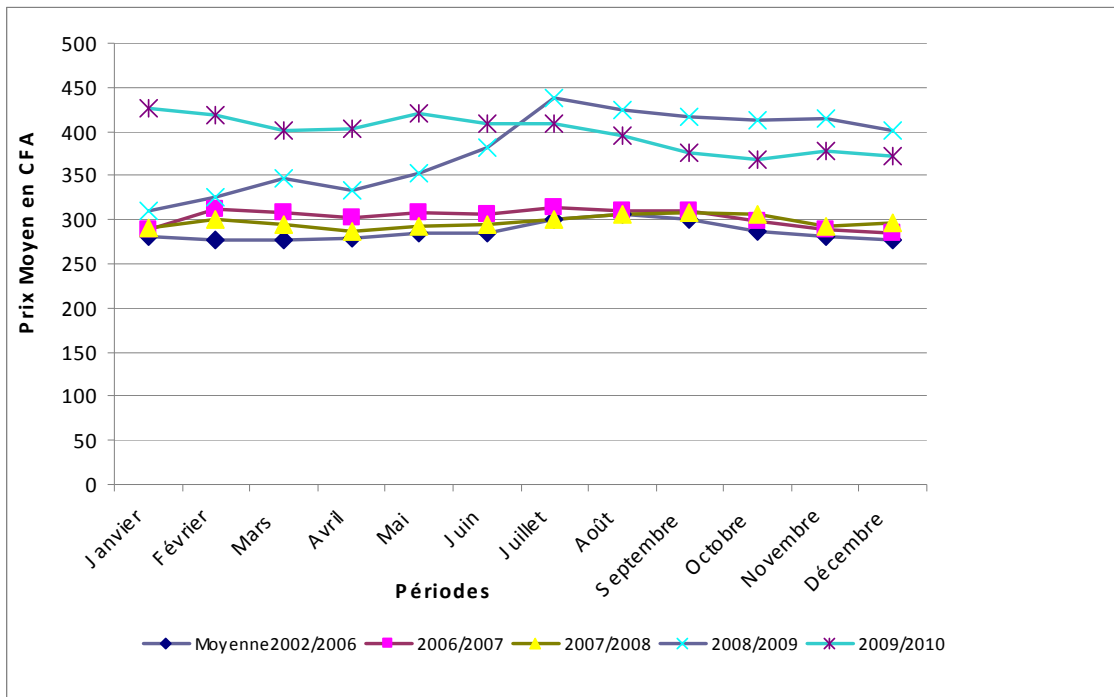


Comparés à la moyenne sur les cinq ans, les prix moyens du sorgho au cours de la campagne 2007/2008, ont connu des niveaux plus bas. La campagne 2006/2007 a connu aussi une baisse relative des prix selon les mois ; ainsi, les prix moyens au cours de cette campagne sont restés en baisse par rapport à la moyenne entre février 2007 et septembre 2007. Cependant, on note une nette hausse de prix au cours des campagnes 2008/2009 et 2009/2010.

Cas du Maïs

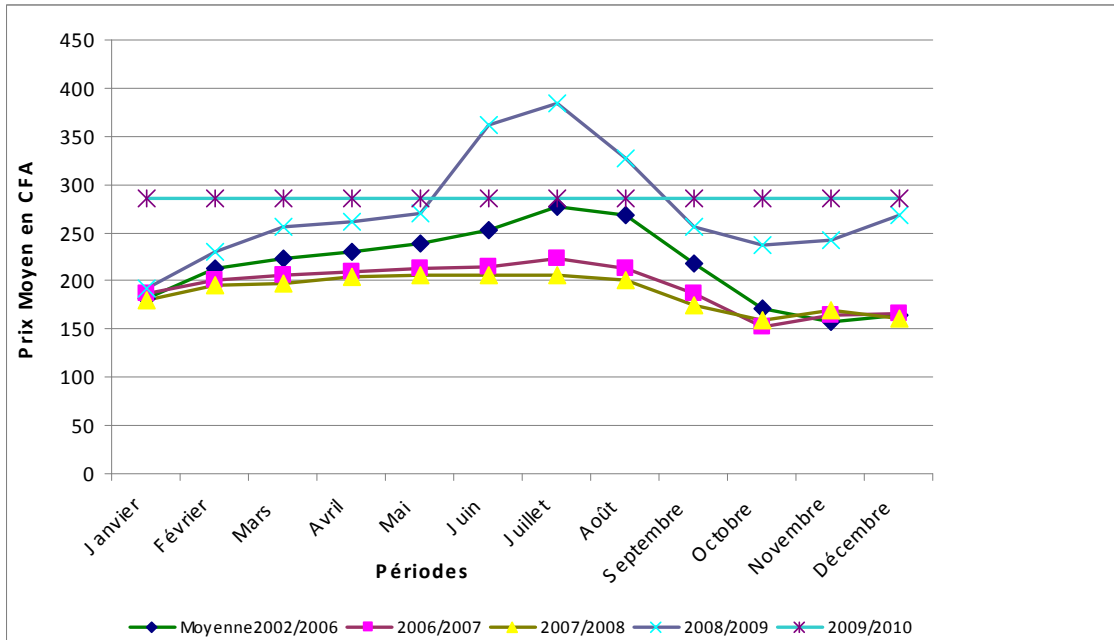


Cas du Riz



Le riz présente une hausse de prix par rapport à la moyenne de cinq dernières années.

Cas du Niébé



Mesures prises sur le plan fiscal

Elles ont essentiellement porté sur la suspension des droits et taxes à l'importation du riz, notamment :

- les droits de douanes ;
- la redevance statistique ;
- la taxe sur la valeur ajoutée et la taxe de vérification à l'importation.
- le prélèvement communautaire et le prélèvement communautaire de solidarité ;

De même, il a été décidé en raison des circonstances de suspendre le quota d'enlèvement obligatoire du riz local sur la durée d'application de ces mesures.

Ces différentes mesures ont eu des effets à tout le moins mitigé sinon très limités sur la production et même sur les prix. En effet, les opérateurs économiques n'ont pas respecté leurs engagements pris devant le gouvernement relativement à la stabilisation des prix et quelques deux (2) semaines après la signature du protocole d'accord, la tendance haussière a repris. Concernant, les programmes relatifs à la relance de la production agropastorale, certains n'ont pas encore pu démarrer en fin 2009 et ceux qui ont connu une mise en œuvre ont eu des impacts limités.

Conclusion

De mars 2007 à mars 2008, les prix des denrées alimentaires ont augmenté sur tous les marchés. Les augmentations les plus fortes, selon le FMI, ont été sur le blé, le maïs et le riz qui constituent les composants principaux du régime alimentaire de base. L'alimentation du bétail, de la volaille et d'autres animaux de boucherie, a également été affectée. Cette montée subite des denrées alimentaires peut accentuer l'insécurité alimentaire et compliquer, sinon annuler les progrès réalisés vers l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dans le domaine de la pauvreté et de la faim.

Pour juguler ce problème, le Gouvernement a mis en place des mesures tendant à atténuer les souffrances des populations. C'est ainsi qu'il a été décidé de mettre en place un plan de soutien articulé autour de stratégies proposées en fonction des spécificités des zones et du degré de vulnérabilité.

Sur le plan agricole spécifiquement, l'Etat a décidé de mettre l'accent sur les actions immédiates à mettre en œuvre pour l'accroissement des productions vivrières, notamment les céréales vivrières (mil, maïs, sorgho, blé) et les racines et tubercules (manioc, patate douce, pomme de terre) par :

- le renforcement des stocks d'intrants au niveau des aménagements hydro agricoles (AHA) ;
- la sensibilisation des producteurs au niveau des AHA ;
- le développement de la production du manioc, de la patate douce et de la pomme de terre sur les surfaces de décrue ;
- la réhabilitation des réseaux d'irrigation sur les AHA ;
- l'appui à la campagne pluviale 2008-2009.

Ces mesures permettront à moyen terme:

- l'accroissement des investissements dans le domaine des infrastructures d'irrigation, de transformation, de conservation et de communication ;
- l'adaptation des systèmes de production des cultures sèches par la mise à disposition des producteurs de semences améliorées, la constitution de stocks d'intrants, le développement de la culture attelée ;
- le développement de la production de l'arachide et du voandzou ;
- la promotion de la transformation et de la consommation du niébé qui est très nutritif (riche en protéines) ce qui lui confère un caractère vivrier et d'aliment d'appoint.

Compte tenu de la rareté du riz sur les différents marchés et d'une demande très forte surtout en milieu urbain, le Gouvernement a décidé la suspension des droits et taxes à l'importation du riz, notamment :

- les droits de douanes ;
- la redevance statistique ;
- la taxe sur la valeur ajoutée et la taxe de vérification à l'importation.
- le prélèvement communautaire et le prélèvement communautaire de solidarité ;

Bibliographie

- Rapport National sur le Développement humain 2008, Sécurité alimentaire dans un pays sahélien ;
- Tendances, Profils et Déterminants de la pauvreté au Niger 2005-2008 ;
- Commission Economique pour l'Afrique, l'état de la sécurité alimentaire en Afrique ;
- Rapport enquête conjointe sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire au Niger janvier 2008 ;
- Profil de pauvreté, Questionnaire des Indicateurs de Base du Bien-être (QUIBB_2005) ;
- Rapport enquête sur la conjoncture et la vulnérabilité alimentaire des ménages, mai 2006.

Annexe

Tableau : Structure des dépenses alimentaires par produit au niveau national

Produit ou groupe de produit	National
Riz	9,6%
Mil	35,5%
Sorgho	7,5%
Mais	5,9%
Blé et dérivés	1,7%
Haricot	1,7%
Racines et tubercules	0,8%
Huile et oléagineux	3,3%
Fruits et légumes	4,8%
Viande	7,3%
Produits laitiers	4,3%
Poisson	0,4%
Boissons	1,0%
Autres dépenses alimentaires	16,1%

Tableau : Incidence de l'insécurité alimentaire monétaire selon le mode d'acquisition des aliments consommés en 2005

Part de l'autoconsommation dans la consommation totale	Incidence de l'insécurité alimentaire monétaire
[0 ; 25% [54.9%
[25 ; 50%[70.7%
[50% ; 75%[75.2%
[75% ; 100%]	71.7%
National	63.8%

Tableau : Indice de Gini des dépenses alimentaires par région en 2005

Région	Gini
Agadez	0.324
Maradi	0.334
Dosso	0.314
Tahoua	0.277
Tillabéry	0.315
CU Niamey	0.221
Diffa-Zinder	0.303
National	0.316

